

LEXIQUE ECONOMIQUE

<u>CLASSIQUES</u> <u>FRIEDMAN</u> <u>GALBRAITH</u> <u>KEYNES</u> <u>LEONTIEFF</u> <u>LIBERALISME</u> <u>MALTHUS</u> <u>MARSHALL</u>	<u>MARX</u> <u>NEOCLASSIQUES</u> <u>RICARDO</u> <u>SAY</u> <u>SCHUMPETER</u> <u>SMITH</u> <u>WALRAS</u>
<u>ADMINISTRATION</u> <u>AGENT ECONOMIQUE</u> <u>AGREGATS</u> <u>BIEN MARCHAND</u> <u>BIEN NON MARCHAND</u> <u>BRANCHE</u> <u>CIRCUIT ECONOMIQUE</u> <u>COEFFICIENT TECHNIQUE</u> <u>COMPTABILITE NATIONALE</u> <u>CONSOMMATION</u> <u>COMPTE</u> <u>ENTREPRISE D'ASSURANCE</u>	<u>FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE</u> <u>MENAGE</u> <u>OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES</u> <u>PRODUIT INTERIEUR BRUT</u> <u>REVENU PAR HABITANT</u> <u>SECTEUR INSTITUTIONNEL</u> <u>SOCIETES FINANCIERES</u> <u>SOCIETES NON FINANCIERES</u> <u>TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE</u> <u>VALEUR AJOUTEE</u>

<u>ACCELERATEUR</u> <u>AJUSTEMENT STRUCTUREL</u> <u>ATOMICITE</u> <u>AUTOFINANCEMENT</u> <u>AVANTAGE COMPARATIF</u> <u>BALANCE COMMERCIALE</u> <u>BRANCHE</u> <u>CAPITAL</u> <u>CAPITALISME</u> <u>CAPITALISTIQUE (intensité)</u> <u>CARRE MAGIQUE</u> <u>CHANGE (Taux de)</u> <u>CHOMAGE</u> <u>COMMERCE EXTERIEUR</u> <u>COMPTABILITE NATIONALE</u> <u>CONCURRENCE PURE ET PARFAITE</u> <u>CONSUMMATION</u> <u>COURT TERME</u> <u>CRITERES DE CONVERGENCE</u> <u>CROISSANCE</u> <u>DEBOUCHES (loi des)</u> <u>DEFICIT</u> <u>DEPENSES PUBLIQUES</u> <u>DISCRIMINER UN MARCHÉ</u> <u>DROITS DE DOUANE</u> <u>ECONOMIE DE L'OFFRE</u> <u>EPARGNE</u> <u>EXPORTATIONS</u> <u>EURO</u> <u>FONCTION D'UTILITE</u> <u>FORMATION BRUTE DE CAPIAL FIXE</u> <u>HOMOGENEITE</u>	<u>IMPORTATIONS</u> <u>INFLATION</u> <u>INNOVATION</u> <u>INVESTISSEMENT</u> <u>LIBRE ECHANGE</u> <u>LOI PSYCHOLOGIQUE</u> <u>MARCHE</u> <u>MONDIALISATION</u> <u>MONNAIE CHEZ KEYNES</u> <u>MONOPOLE</u> <u>MULTIPLICATEUR</u> <u>NEUTRALITE FISCALE</u> <u>PACTE DE STABILITE</u> <u>OLIGOPOLE</u> <u>OMC</u> <u>POLITIQUE CONJONCTURELLE ET STRUCTURELLE</u> <u>POPULATION ACTIVE</u> <u>PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES</u> <u>PRODUCTION D' EQUILIBRE</u> <u>PRODUCTION INTERIEURE BRUTE</u> <u>PROTECTION SOCIALE</u> <u>PROTECTIONNISME</u> <u>REDISTRIBUTION</u> <u>REGULATION</u> <u>RELANCE</u> <u>RESTE DU MONDE</u> <u>RIGUEUR RECESSION</u> <u>SECTEUR D' ACTIVITE</u> <u>TAUX DE CHOMAGE</u> <u>TAUX D' INTERET</u> <u>TRANSPARENCE</u> <u>TRENTE GLORIEUSES</u>
---	---

Thèmes économiques

<u>INFLATION</u> <u>PRODUCTIVITE</u> <u>REDISTRIBUTION - FISCALITE</u> <u>Comparaison libéralisme et marxisme</u> <u>Epargne/Investissement</u> <u>ROLE DE L'ETAT</u> <u>LES PRINCIPES DU CAPITALISME</u>	<u>L'ECONOMIE DE MARCHÉ</u> <u>Travail/ Emploi/Chômage</u> <u>CRITERES DE CONVERGENCE</u> <u>Les Politiques économiques</u> <u>Fiscalité/ Redistribution</u> <u>La consommation nationale</u>
---	--

ACCELERATEUR

Cette théorie économique établit une relation entre la variation de la demande finale et la variation de l'investissement. On dira qu'il y a un effet d'accélération de l'investissement, si une variation de la demande entraîne une variation plus que proportionnelle de l'investissement. Les conditions requises pour que ce principe joue pleinement sont les suivantes : productivité et coefficient de capital constant, capacité de production totalement utilisée.

Exemple : Quel est l'investissement nécessaire pour que la production augmente de 20 millions d'arctis sachant que le coefficient de capital est 3 : réponse investissement = $3 \times 20 = 60$

ADMINISTRATION

L'ensemble des activités non marchandes définit l'administration. On distinguera les administrations publiques et privées

ADMINISTRATION : INSTITUTION SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MENAGES

Ce sont les partis politiques, les syndicats de salariés, les associations culturelles, les associations charitables ou philanthropiques.

Organisme qui produit des services non marchands destinés aux ménages, sans but lucratif. Une administration privée vit surtout des cotisations de ses membres.

- syndicats de salariés.
- associations diverses (humanitaires, sportives, ...).
- clubs divers (loisirs, ...).

Les institutions non directement financées par les ménages comme les chambres de commerce par exemple sont classées dans le secteur des entreprises.

ADMINISTRATION PUBLIQUE (APU)

Organisme qui produit des services non marchands destinés à la collectivité et qui effectue des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales.

NB : la Sécurité Sociale est une administration publique, non une entreprise d'assurance.

Dans la simulation par simplification administrations publiques et administrations privées sont regroupées sous le terme unique ADMINISTRATIONS

[RETOUR](#)

AGENT ECONOMIQUE

Ce sont les personnes physiques ou morales, par référence à leur fonction économique principale : les ménages, les administrations, les entreprises...

AGREGATS

Les agrégats sont des indicateurs globaux de l'activité économique. On les retrouve dans la comptabilité nationale : produit intérieur brut, consommation, formation brute de capital fixe (investissement)

AJUSTEMENT STRUCTUREL

L'ajustement structurel s'adresse aux programmes imposés par le Fonds Monétaire international pour pouvoir bénéficier de prêts. Ces programmes traitent prioritairement du retour aux équilibres macro-économiques classiques : maîtrise de l'inflation, équilibre budgétaire, équilibre du commerce extérieur, d'où leur impopularité auprès des économies en développement qui ont eu à les subir.

[RETOUR](#)

ATOMICITE

Hypothèse du modèle de concurrence pure, l'atomicité traduit une situation où existe un très grand nombre d'entreprises sur un marché, chacune d'entre elles étant, de par sa taille, dans l'impossibilité d'exercer un effet de domination sur le marché

AUTOFINANCEMENT

On dira qu'il y a autofinancement si le financement des entreprises se fait à partir des ressources générées par leur propre activité et non par des emprunts ou des aides publiques.

Cette notion est également connue sous le nom de cash-flow ou capacité d'autofinancement.

[RETOUR](#)

AVANTAGE COMPARATIF

La théorie des coûts comparatifs que l'on doit à RICARDO, démontre que chaque pays a toujours intérêt à produire et à échanger dès l'instant où les avantages comparatifs sont les meilleurs, ou dès l'instant que l'on privilégie la production qui a les désavantages comparatifs les plus faibles.

BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale fait partie de la balance des transactions courantes, elle recense les importations et les exportations de marchandises uniquement.

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES : Elle comprend

- ❑ La balance commerciale qui retrace les entrées et sorties de biens ainsi que les revenus tirés des opérations de ventes et d'achat de marchandises réalisées par des entreprises hors du territoire national.
- ❑ La balance des invisibles qui regroupe les opérations sur service, tourisme, coopération essentiellement, et des mouvements de capitaux comme les transferts de revenus des travailleurs immigrés, les dons...

BALANCE DES PAIEMENTS est le document comptable qui traduit les échanges entre les agents économiques résidant dans un pays et le reste du monde pendant une période donnée. Le critère retenu est celui de la territorialité et non pas celui de la nationalité. Par définition une balance est équilibrée soit par un déficit ou un excédent. Par rapport à la balance des transactions courantes, il faut tenir compte des mouvements de capitaux à long terme (emprunt, remboursement de la dette extérieure, investissement des entreprises étrangères en Arctica et inversement).

BIEN MARCHAND

Bien mis sur le marché par une entreprise qui cherche à tirer un bénéfice de sa vente.

- automobiles.
- électro-ménager.
- produits alimentaires.
- meubles, ...

[RETOUR](#)

BIEN NON MARCHAND

Bien dont la vente ou la distribution n'a pas un but lucratif.

Les biens et services non marchands (surtout des services) représentent un ensemble d'activités important.

- produits distribués ou revendus à bas prix par les chiffonniers d'Emmaüs.
- action des sapeurs-pompiers.
- activité de nombreuses associations.

BRANCHE

Regroupement d'unités de production homogènes : entreprises ou fractions d'entreprises fabriquant des produits de même catégorie. On distingue par exemple les branches du verre, du papier-carton, de la chimie, des fibres synthétiques, ...

La plupart des grandes entreprises ont des activités dans diverses branches.

[RETOUR](#)

CAPITAL

Nom de l'œuvre de référence de MARX. Lequel proposera de distinguer capital constant et capital variable, en opposant machine et travail. Pour lui seul le travail est créateur de richesse.

On oppose souvent également capital et travail dans la présentation première de la fonction de production. Le capital est constitué par les équipements productifs.

Dans la comptabilité nationale, le capital s'identifie à l'investissement appelé [Formation Brute de Capital Fixe](#) (F.B.C.F.)

CAPITALISME

Système économique qui se caractérise par l'approche privée des moyens de production. C'est le système de référence de la libre entreprise et de l'[économie libérale](#).

[RETOUR](#)

CAPITALISTIQUE (intensité)

Elle exprime, dans la combinaison des facteurs de production, le rapport capital au travail. On parlera de forte intensité capitaliste dès l'instant où on utilise beaucoup de capital et peu de travail.

CARRE MAGIQUE

Une représentation des principaux objectifs poursuivis par les pouvoirs publics est donnée par le célèbre "carré magique" du britannique Nicolas Kaldor (1971). Ce schéma permet de visualiser d'un coup d'oeil, la situation économique et sociale d'un pays à un moment donné.

Il représente les 4 grands objectifs de la politique à leur niveau idéal à savoir :

- une croissance économique plutôt élevée, mesurée par le taux de croissance,
- une stabilité des prix, mesurée par le taux d'inflation (taux d'inflation nul),
- le plein emploi (taux de chômage à 0 %),
- l'équilibre du commerce extérieur mesuré par le solde commercial (Export - Import)

rapporté au PIB calculé en %.

Cette situation idéale et "magique" représentée graphiquement par un carré, est quasiment impossible à atteindre compte tenu des oppositions entre les quatre objectifs. Mais elle est représentative de la meilleure situation économique et sociale possible et doit être prise comme un objectif à atteindre.

La situation économique et sociale de la France

	Année 1980	Année 1996
Taux de croissance	1,6 %	1,2 %
Export - Import/PIB (*)	- 0,6 %	+ 1 %
Taux d'inflation	13,5 %	1,8 %
Taux de chômage	8 %	12,1 %

(*) Export - Import / PIB = solde commercial rapporté au PIB

[RETOUR](#)

CHANGE (Taux de)

Le taux de change exprime le taux de convertibilité d'une monnaie dans une autre monnaie. C'est le prix à payer, par exemple en euros pour échanger un euro contre un dollar. On distinguera le système de change fixe du système de change flexible (flottant). Dans un système de change fixe, le taux de change est défini par les états, charge à eux d'en assurer la pérennité et la stabilité. Ce système est aujourd'hui abandonné. Lorsqu'il y a flottement, c'est le marché, par la comparaison entre l'offre et la demande, qui fixe le cours du change. Ce qui n'exclut pas parfois, l'intervention des banques centrales sur ce même marché.

CHOMAGE

Il est la conséquence d'une mauvaise compréhension des phénomènes de productivité et de développement économique. Il est accentué par la crise de la grande entreprise.

Le Bureau International du Travail (BIT) retient trois critères pour définir le chômage

- être sans emploi
- être disponible pour en obtenir un
- et le chercher...

Pour les classiques le chômage est la conséquence de l'insuffisance de l'offre, due à la non rentabilité ou à la non compétitivité des entreprises.

Pour les keynésiens il est la conséquence de l'insuffisance de la demande qui conduit les entreprises à moins produire et par voie de conséquence à moins demander de travail.

Chômage classique, terme employé par la théorie néo-classique (après Marx et après Keynes) pour désigner un chômage dû à un trop fort salaire réel. Littéralement, le chômage (au sens) **classique est le prétendu chômage volontaire**. Le chômage classique devrait se définir comme un chômage (faible) à proximité de l'équilibre puisqu'il résulte uniquement de la rencontre de l'offre de rémunération proposée par l'employeur et de l'acceptation ou non de cette offre par le salarié. S'il y a chômage c'est que le salaire proposé par l'employeur est trop faible.

[RETOUR](#)

CIRCUIT ECONOMIQUE

Les différents acteurs de la vie économique entretiennent des relations (le terme "flux" est souvent utilisé pour caractériser ces relations) dont l'interdépendance constitue le "circuit économique".

Font parties prenantes dans ce circuit économique, où circulent de nombreux flux :

- les ménages (consommateurs avant tout).
- les entreprises (producteurs avant tout).
- l'Etat et les administrations (assurent la satisfaction des besoins collectifs).
- les banques et organismes financiers (assurent le financement de l'économie). les partenaires extérieurs (nombreuses relations économiques et financières entre les partenaires nationaux et étrangers : import-export, mouvements de capitaux, mouvements humains, ...).

CLASSIQUES

La pensée classique commence avec SMITH et « la richesse des nations » en 1776. Elle se termine avec MILL et « les principes d'économie politique » en 1848. Entre temps, il y a eu MALTHUS et RICARDO pour l'Angleterre, SAY pour la France.

La pensée classique théorise le développement et le déroulement de la révolution industrielle qui se déroule en Grande-Bretagne. Si SMITH en est le précurseur, MALTHUS lui donne la dimension démographique, RICARDO élargit le champ d'analyse au commerce international, MILL en fait une synthèse tout en privilégiant la dimension sociale de la théorie.

SAY est célèbre par la loi des débouchés « les produits s'échangent contre des produits »

La théorie repose sur la rencontre de l'offre et de la demande qui détermine le prix du bien ou du service. Ainsi le chômage repose sur la rencontre entre l'offre (taux horaire) et la demande (acceptation du taux). Un chômeur est une personne qui refuse le prix du marché.

[RETOUR](#)

COEFFICIENT TECHNIQUE

On appelle coefficient technique le rapport de la consommation intermédiaire d'une branche i en produit j à la production totale de la branche i : $CT(ij) = CI(ij) / P(i)$

Coefficient Technique = 82,32 (CI de services marchands) / **598,36** (Production Globale de la branche Industrielle) = **0.1376** (soit **13.76 %**)

On peut comprendre facilement l'intérêt de ces coefficients. En effet, si les techniques restent stables, il est logique de penser que, quel que soit le niveau de la production industrielle, il faudra environ 14 % de services marchands pour l'obtenir.

Exemple : le coefficient technique de la branche industrielle en services marchands (1989 - milliards d'Euros).

COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce extérieur correspond aux relations commerciales entre un pays et le reste du monde. La production de biens et de services sur le territoire nationale et vendu sur les marchés étrangers correspond aux exportations.

Le montant des exportations dépend essentiellement de la compétitivité des entreprises par rapport à leurs concurrentes étrangères.

Une dévaluation de la monnaie peut temporairement rendre le prix des exportations plus intéressants.

[RETOUR](#)

COMPTABILITE NATIONALE

Les comptes de la nation sont élaborés annuellement par les services de la Comptabilité Nationale. Construit dès 1945, c'est en 1976 que le "Système Elargi de Comptabilité Nationale" (SECN) a trouvé toute sa signification.

Grâce à ce SECN, les opérations des agents économiques sont comptabilisées, et des agrégats peuvent être établis, caractéristiques des grandeurs économiques nationales.

Le principal indicateur est le Produit Intérieur Brut qui comprend les biens marchands et les biens non marchands et qui correspond à la somme des valeurs ajoutées.

LIMITES DE LA COMPTABILITE NATIONALE

Des activités, situations méconnues ou non comptabilisées

- la production domestique (sauf jardins familiaux).
- l'"économie souterraine" (travail "au noir").
- la fraude fiscale (notamment à la TVA).
- les dégâts engendrés par le "stress", les nuisances. ...

Des activités avec des effets négatifs comptés positivement

- consommation d'alcool, de tabac.
- consommation de soins médicaux suite aux accidents qui sont en fait la rançon du développement.
- consommation d'essence dans les encombrements.
- ... (les casseurs des manif augmentent le PNB !).

Des activités positives non comptabilisées : l'élévation du niveau d'éducation

En fait, la Comptabilité Nationale a une vision trop quantitative et pas assez qualitative.

CONCURRENCE PURE ET PARFAITE

C'est au XIX^{ième} siècle avec WALRAS qu'apparaît et se développe le modèle de la concurrence pure. Plus tard on ajoutera parfaite. Défini comme un marché où cohabite une infinité d'offreurs et une infinité de demandeurs. On parlera alors d'atomicité du marché, définit comme un marché où aucun acteur n'est capable de l'influencer.

Quatre autres conditions viennent compléter celle de l'atomicité :

La fluidité du marché (libre entrée et libre sortie)

La transparence du marché (parfaite et totale information)

L'homogénéité du produit (pas de concurrence autre que celle du prix)

RETOUR

Mobilité des facteurs de production

Lorsqu'une de ces conditions n'est pas respectée, le marché devient imparfait. La concurrence oligopolistique traduit une situation où ne sont pas vérifiées les hypothèses d'atomicité et de fluidité. Si la condition d'homogénéité n'est plus vérifiée, différenciation par exemple, on dit que la concurrence est une concurrence monopolistique. Dans ces conditions, il est possible de discriminer le marché.

	Demande		
	Offre	Un seul acheteur	Quelques acheteurs
			Un très grand nombre d'acheteurs
Un seul vendeur		Monopole bilatéral	Monopole contrarié
			Monopole
Quelques vendeurs		Monopsone contrarié	Oligopole bilatéral
			<u>Oligopole</u>
Un très grand nombre de vendeurs		Monopsone	Oligopsone
			Concurrence pure et parfaite

CONSOMMATION

Consommer, c'est utiliser une partie des ressources pour satisfaire des besoins, ou participer à l'activité de production

CONSOMMATION FINALE (CF)

La consommation finale (CF) est la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains.

On a notamment

- la consommation individuelle en biens non durables et durables des ménages.
- la consommation non marchande des administrations.

CONSOMMATION INTERMEDIAIRE (CI)

La consommation intermédiaire est la valeur des biens et services consommés au cours de la période dans le cycle de production (soit par destruction [énergie], soit par intégration [matières 1ères]).

NB : la différence entre la production totale et les consommations intermédiaires représente la valeur ajoutée.

[RETOUR](#)

COMPTE

Les opérations sont enregistrées dans des comptes, de manière sensiblement comparable à la comptabilité privée.

Ces enregistrements suivent 3 règles essentielles :

- ils concernent des **flux**, soit "la création de biens et services et leurs emplois, la naissance du revenu et ses circuits de répartition, l'emploi du revenu, la naissance et l'extinction des créances et des dettes".
- ils sont effectués selon la **technique de la partie double**. Il y a donc toujours au moins 2 écritures pour une opération. Les salaires par exemple figureront en ressource du compte de revenu des ménages, et en emploi du compte de production des sociétés non financières.
- ils utilisent la **technique du compte écran** (regroupement dans un même compte des opérations de même nature d'un groupe donné d'agents). Il est en effet impossible de prendre en compte toutes les relations entre tous les agents pour toutes les opérations.

[RETOUR](#)

COURT TERME

Privilegié par l'analyse keynésienne, on doit à [KEYNES](#) la formule célèbre « dans le long terme nous serons tous morts ». Le court terme se définit comme une période suffisamment brève pour considérer la capacité de production comme une donnée et non comme une variable.

CRITERES DE CONVERGENCE

Les quatre critères de convergence sont exposés dans l'Article 121 paragraphe 1 du traité sur la Communauté européenne. Ils ont été spécifiés dans le Protocole sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne. Ces critères sont le reflet du degré de convergence économique que les États membres doivent atteindre.

Chaque État membre doit respecter l'ensemble de ces critères pour pouvoir participer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM). Le Danemark et le Royaume-Uni ont obtenu, lors des négociations, des clauses d'exemption concernant leur participation à la troisième phase de l'UEM.

CROISSANCE

La croissance de la richesse nationale s'exprime à partir de la production d'un exercice à l'autre. Cette production s'exprimait hier par son Produit National Brut (PNB) et aujourd'hui par son Produit Intérieur Brut (PIB). Le taux de croissance exprime la variation du PIB d'une année à l'autre.

DEBOUCHES (loi des)

Elle est connue également sous le nom de loi de SAY. Pour ce dernier, l'argent n'est qu'un voile, on produit et on n'échange que des utilités. Toute création d'utilité crée sa propre demande, « les produits s'échangent contre des produits ».

RETOUR

DEFICIT

Le déficit budgétaire résulte, dans le budget de l'Etat, de l'excédent des dépenses sur les recettes du budget de la nation.

Le déficit public est celui de l'excédent des dépenses sur le recette, non seulement de l'Etat mais des administrations publiques (caisses de chômage, retraite, sécurité sociale) et des collectivités territoriales. Par simplification dans la simulation déficit public= déficit budgétaire+déficit social.

DEPENSES PUBLIQUES

Au sens étroit, les dépenses publiques regroupent l'ensemble des dépenses financées par l'Etat. Au sens large, on y ajoute les dépenses financées par les collectivités territoriales et la sécurité sociale.

DISCRIMINER UN MARCHÉ

Discriminer un marché, c'est proposer à chacun un prix aussi proche que possible du prix maximum qu'il est prêt à payer. Par rapport au prix unique du marché, il peut être supérieur ou inférieur. Seul le monopoleur peut, sans risque pour lui-même de discriminer un marché, étant le seul offreur sur le marché. L'intérêt de la discrimination, c'est d'élargir la demande et d'augmenter ainsi les recettes issues du marché.

DROITS DE DOUANE

Les taxes prélevées sur les importations définissent les droits de douane. Leur mise en place a pour objet de protéger l'économie nationale de la concurrence étrangère. Ces droits peuvent être spécifiques, d'un montant unitaire fixe ou calculé en fonction de la valeur de bien. L'Organisation Mondiale du Commerce a pour objectif de supprimer ou de réduire les droits de douane

[RETOUR](#)

ECONOMIE DE L'OFFRE

Cette approche de l'économie entend privilégier l'offre, donc la production, dans la création de richesse. Elle entend réduire le rôle de l'état et les prélèvements obligatoires, afin d'inciter davantage à travailler et à épargner. Elle passe par une diminution de la fiscalité et des prélèvements obligatoires sur les entreprises.

L'économie de la demande par opposition privilégie la relance par la consommation.

ENTREPRISE D' ASSURANCE

Organisme qui assure, c'est-à-dire qui garantit un paiement en cas de réalisation d'un risque. On trouve des organismes privés, nationalisés (AGF) et des mutuelles (Mutuelles du Mans, MAIF, MAAF, MACIF).

EXPORTATIONS

Les exportations (E) sont des biens neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire national en direction du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Les exportations sont en principe évaluées FOB (franco à bord, c'est-à-dire prix départ de France).

EPARGNE

Partie non consommée du revenu, elle est fonction du taux d'intérêt chez les classiques et les néoclassiques, elle est la valeur résiduelle du revenu sur la consommation chez [Keynes](#). Pour les premiers le taux d'intérêt doit rémunérer le fait de renoncer à une consommation immédiate. Pour le second, elle est une fonction croissante du revenu. Plus le revenu s'élève, plus le taux d'épargne est important.

EURO

Monnaie à partir de 2002 de 12 des 15 états membres de l'Union Européenne à cette date. Les pays qui n'ont pas choisis l'Euro sont la Grande Bretagne, le Danemark et la Suède. Les pays qui sont entrés dans l'Union Européenne en 2004 ne font pas partie de la zone euro.

[RETOUR](#)

FONCTION D' UTILITE

Elle se définit comme la relation entre la satisfaction due à la consommation d'un bien et la quantité consommée de ce même bien.

On dira que $U=f(X)$, X étant la quantité consommée. Si on dérive cette fonction, on obtient l'utilité marginale imputable à la consommation d'une unité supplémentaire de X . Si l'utilité totale augmente pour ensuite diminuer, l'utilité marginale est d'abord décroissante pour ensuite devenir négative, lorsque la consommation est à satiété.

En d'autres termes, le plaisir obtenu par la consommation de vin, par exemple, augmente au fur et à mesure que l'on en consomme. Mais à partir d'un certain volume de consommation, le plaisir n'augmente plus, bien au contraire. Lui succèdent les effets pervers liés à l'excès de boisson.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

La formation brute de capital fixe (FBCF) est la valeur des biens durables acquis par les unités productrices afin d'être utilisés pendant au moins 1 an dans leur processus de production, ainsi que la valeur des biens et services incorporés aux biens de capital fixe acquis, aux terrains et autres actifs incorporels" (INSEE).

Terme qui caractérise, en fait, l'**Investissement Brut** égal à :

Investissement de Remplacement + Investissement de Développement.

RETOUR

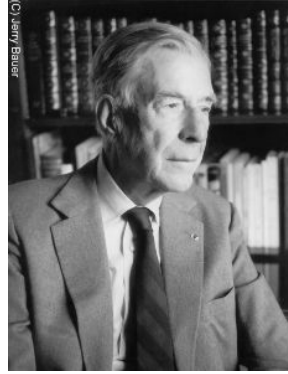
FRIEDMAN MILTON (1912)



Il actualise la théorie quantitative de la monnaie en distinguant le court terme et le long terme. A court terme l'augmentation de la masse monétaire n'est pas neutre sur la croissance. Par contre à long terme l'inflation devient un phénomène strictement monétaire, compte tenu du plein emploi des facteurs de production ; ce qui le conduira à proposer que la croissance de la masse monétaire soit indexée sur le taux de croissance à long terme de la production nationale.

FRIEDMAN est une des figures emblématiques du libéralisme moderne. Théoricien reconnu par tous, y compris de ses adversaires, toute son oeuvre se place sous la foi inébranlable de l'auteur dans la politique monétaire.

GALBRAITH J.K.



On peut citer Galbraith : "Dans la grande entreprise, les décisions importantes sont prises, non par une personne isolée, mais par beaucoup de gens. Nul n'a, à lui tout seul, tous les éléments nécessaires pour décider de lancer un nouveau produit, d'ouvrir une usine supplémentaire ou de s'implanter sur de nouveaux marchés. Il faut faire appel aux connaissances, à l'expérience et au jugement des gestionnaires, des directeurs commerciaux, des ingénieurs, des scientifiques, des avocats, des comptables, des chefs du personnel ou de tous les autres dépositaires d'un savoir spécialisé. Chacun contribue en apportant la parcelle de son expérience de spécialiste.

C'est à cet appareil collégial de décision que j'ai donné le nom de technostucture ".

Dans la société moderne, la "technostucture" contrôle la gestion de la firme selon ses objectifs et motivations propres. Avec le développement de l'entreprise, la technostucture s'empare de tous les leviers du pouvoir.

Dans les grandes sociétés, le pouvoir tend à passer du propriétaire au gestionnaire. Des études des années trente (G.Means et A.Berle) montrèrent que la moitié des grandes entreprises américaines d'alors étaient contrôlées par leurs "management" (groupe d'actionnaires).

Pour Galbraith, les conséquences du développement de la technostucture sont d'une part, la modification de la nature des objectifs de l'entreprise, et d'autre part le rétrécissement de l'écart entre entreprise privée et entreprise publique (Théorie de la convergence).

[RETOUR](#)

HOMOGENEITE

On dit d'un produit qu'il est homogène dès l'instant où le choix du consommateur repose sur le prix ou la différence de prix, ses caractéristiques étant identiques d'un produit à l'autre.

IMPORTATIONS

Les importations (I) sont des biens neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire national en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Les importations sont en principe évaluées CAF (coût, assurance, fret)), alors que les exportations sont évaluées à leur pris de départ FOB (free on board).

INFLATION

L'inflation c'est la hausse généralisée des prix. Le taux d'inflation mesure cette hausse. Une inflation de 2%, traduit une hausse généralisée des prix de 2% sur l'année. On peut déterminer plusieurs causes de l'inflation par la demande ou par les coûts.

Inflation par la demande : En économie de marché les prix dépendent de la relation offre/demande. Si les prix augmentent cela signifie que la demande est plus importante que l'offre. Pour Keynes l'inflation par la demande est une relation normale à une économie de plein-emploi (pression à la hausse des salaires sur la demande et rigidité de l'offre). Chez Friedman l'inflation par la demande est la conséquence d'une création monétaire excessive. Ces deux explications ne se contredisent pas mais se complètent.

Inflation par les coûts : On dira qu'il y a inflation par les coûts si les coûts de production augmentent plus vite que les gains de productivité. Pour maintenir les marges, les entreprises augmentent leur prix, enclenchant ainsi un mouvement inflationniste.

[RETOUR](#)

INNOVATION

C'est à [SCHUMPETER](#) que l'innovation doit ses lettres de noblesse en économie. L'innovation se caractérise par la réussite dans des applications économiques d'une idée nouvelle. Elle doit être distinguée totalement du progrès technique, de la recherche appliquée...

Elle peut prendre différentes formes : innovation dans le produit, dans le processus de production, dans l'organisation, les matières utilisées, la politique commerciale...

INVESTISSEMENT

Opération qui permet la formation du capital. On investit quand on achète des moyens de production nouveaux, mais aussi quand on assure la formation des hommes (investissement éducatif).

Investir suppose un regard tourné vers l'avenir. On investit aujourd'hui pour en recueillir les fruits demain.

Ne pas confondre investissement et placement (qui est strictement financier).

En comptabilité nationale, l'investissement est appelé Formation Brute de Capital Fixe [FBCF](#)

[RETOUR](#)

KEYNES John Maynard (1883-1946)



Professeur à Cambridge, il publie en 1935 « la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Cette œuvre va influencer toute la politique économique de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Selon la formule toutes et tous sont, auront été, ou seront

Keynésiens. Dans un premier temps, KEYNES dénonce l'approche trop traditionnelle et obsolète de la théorie classique. En particulier il fait observer que deux marchés, travail et capital, sur lesquels repose l'équilibre général néo-classique, ne déterminent plus ni le salaire, ni le [taux d'intérêt](#). KEYNES propose une nouvelle théorie et une nouvelle politique face à la crise. Insistant sur le rôle de la demande, il démontre que seul l'intervention de l'état, le « New Deal » de ROOSEVELT, et de la politique de grands travaux permettent de relancer la demande, et par le jeu du [multiplicateur](#) de la relancer bien au delà de l'investissement initial.

Pour KEYNES il ne s'agit pas de nationaliser l'économie, le rôle de l'état se limite à la relance de la consommation et elle seule. Il a déterminé la [loi psychologique fondamentale](#). L'état en agissant sur le taux d'intérêt peut remettre la [monnaie](#) en circulation et relancer la consommation.

Enfin KEYNES sera aussi le représentant brillant des européens lors des accords de Bretton-Woods, même s'il ne pourra empêcher le dollar de succéder à la livre sterling comme monnaie de référence du système monétaire international.

KEYNES publie « La théorie générale » en 1936, cherche à rompre avec les analyses néo-classiques dominantes et à démontrer le bien-fondé des politiques macroéconomiques.

Il y montre comment expliquer les mécanismes économiques, par des grandeurs globales interdépendantes comme la production, le revenu, l'investissement, la consommation et l'épargne. Les prix sont rigides à court terme et les déséquilibres entre l'offre et la demande sont possibles, car les ajustements se réalisent par les quantités et non par les prix.

Les entreprises décident du volume de leur production en fonction **d'anticipations de la demande**. Tant que la demande anticipée par les entreprises est supérieure à l'offre, les entreprises sont incitées à augmenter leur production. Cette "demande effective" détermine le volume de la production et de l'emploi. Le niveau de l'emploi dépend donc de la demande anticipée et ne correspond pas nécessairement à la population active. Le chômage involontaire est possible et s'explique par l'insuffisance de la demande.

En conséquence, l'Etat doit se substituer au marché, parfois défaillant, et mettre en œuvre des politiques conjoncturelles.

[RETOUR](#)

LIBERALISME

L'absence d'obstacles institutionnels, le laisser faire caractérise le libéralisme. Le modèle de référence est celui de la concurrence pure et parfaite. Tous les prix et les équilibres sont fixés par la loi de l'offre et de la demande.

L'offre est ce qui est proposé au marché. Sur le marché des biens et des services l'offre est constituée par les biens et services proposés à la vente à un prix donné.

La demande est constituée par la quantité de biens et de services désirés sur le marché par rapport à un prix donné. Si le prix de l'offre est trop élevé par rapport à la demande, il baissera. Si la demande est trop élevée par rapport à l'offre les prix monteront. Il y aura toujours un équilibre.

On oppose souvent le libéralisme et étatisme, le désengagement de l'état à l'interventionnisme étatique.

Le libéralisme (non intervention de l'état) fonctionne avec le libre échange qui correspond à l'absence d'entraves aux échanges entre pays, y compris les obstacles tarifaires et non tarifaires.

[RETOUR](#)

LEONTIEFF Wassily

De la même façon que François Quesnay, au XVIII^e siècle, avait construit le tableau économique, et que Léon Walras, un siècle plus tard, décrivait le fonctionnement global de l'économie, W.Léontieff entreprend à son tour, dans les années 1930, la construction d'un cadre de l'économie dans son ensemble, qui lui vaut le prix Nobel en 1973.

Dès le début de ses travaux, Léontieff combine une approche théorique puissante et de lourds travaux statistiques. Il s'efforce d'étudier empiriquement les interrelations entre les différents secteurs de l'économie. En 1941, il établit le "tableau d'échanges interindustriels" (TEI), qui décrit les interdépendances entre les secteurs de production, en reliant les flux d'entrée (facteurs de production) aux flux de sortie (produits). L'auteur contribue ainsi à la naissance de la comptabilité nationale moderne. L'utilisation du TEI de Léontieff inaugure l'usage des "tableaux d'entrée-sortie" pour la planification.

Le TEI permet également l'élaboration des "[coefficients techniques](#)", qui représentent la quantité "d'input" nécessaires à la fabrication d'une unité de bien. Ces coefficients, fixes à court terme, deviennent à long terme un précieux outils de prévision, mettent en évidence les secteurs d'entraînement de l'économie et permettent d'étudier les effets des politiques économiques.

Le modèle de Léontieff est applicable à de nombreuses situations, comme l'économie de guerre ou les effets de la production sur l'environnement.

Dans les années cinquante, l'auteur cherche à connaître les proportions de travail et de capital incorporées aux divers échelons de la production américaine. Il montre alors que les Etats-Unis exportent des biens moins intensifs en capital que ne le sont leurs importations, résultat paradoxal pour un pays développé devant plutôt exporter des biens à fort contenu capitalistique. Ce résultat, connu sous le nom de "paradoxe de Léontieff", entre en contradiction avec le théorème de Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS). On a expliqué ce paradoxe par la différence des fonctions de production entre les pays, par le protectionnisme sectoriel (qui pèse sur les importations intensives en travail), et par la non prise en compte d'un troisième facteur de production, les ressources naturelles, qui sont susceptibles de modifier les résultats statistiques.

[RETOUR](#)

LIBRE ECHANGE

Absence d'entraves aux échanges entre pays y compris les obstacles tarifaires ([droits de douane](#)) et non tarifaires (contingentement).

C'est ce que préconise [Organisation Mondiale du Commerce](#) et non le [protectionnisme](#)

LOI PSYCHOLOGIQUE FONDAMENTALE

Keynes a montré dans sa "loi psychologique fondamentale" que la consommation augmente avec le revenu. Mais il n'y a pas proportionnalité dans les accroissements. La part de la consommation a tendance à diminuer alors que celle de l'épargne augmente. Une politique qui agit sur les revenus les plus bas sera plus efficace.

[RETOUR](#)

MALTHUS Robert Thomas (1766-1834)



Pasteur anglican de son état, il publie “essai sur le principe de la population” son ouvrage le plus connu qui a créé l’adjectif « malthusien ». qui correspond à l’utilisation de quotas ou se « numerus clausus ».

L’analyse malthusienne de la population repose sur l’idée de rendements décroissants. A cette époque le facteur de production dominant est la terre, et les rendements décroissants s’appliquent à elle. De là va naître « Le principe de population », qui s’exprime dans la comparaison entre l’accroissement des richesses condamnée à une progression arithmétique, et l’accroissement démographique qui obéit, fécondité naturelle oblige, à une progression géométrique. La population augmente donc plus vite que la richesse. De là misère et pauvreté, dont MALTHUS trouve la cause dans l’excès de population. Pour combattre cette pauvreté, il faut réduire les naissances. En affirmant que « secourir les pauvres c’est multiplier la pauvreté » en proposant la contrainte morale comme régulateur de la croissance démographique, MALTHUS a souvent été considéré comme antisocial ou utopique. Mais MALTHUS est aussi sur d’autres ouvrages un grand théoricien de la pensée classique en s’opposant à [RICARDO](#) par exemple.

[RETOUR](#)

MARCHE

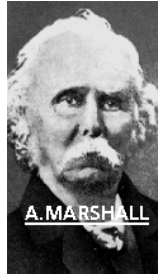
En économie le marché traduit une confrontation entre offre et demande qui aboutit à un prix dit prix d’équilibre. Il y a autant de marchés qu’il y a de biens et de services, et à chaque marché donne lieu à un prix qui lui est propre. L’offre émane des producteurs, la demande des consommateurs.

La notion de flexibilité du marché du travail est un concept particulier car par définition un marché est toujours flexible. Il est souvent difficile d’adapter l’offre de travail aux besoins réels des entreprises et il se crée souvent des goulots d’étranglement (manque de main d’œuvre qualifiée dans un domaine).

Par contre sur un marché comme celui des changes (monnaie), la flexibilité est totale.

[RETOUR](#)

MARSHALL (1842- 1924)



D'origine modeste, il gravit les échelons universitaires jusqu'à devenir Professeur à l'Université de Cambridge"

La courbe en U :

Les fonctions de demande et d'offre déterminent les courbes de demande et d'offre. La courbe en U des coûts de production est ce qui restera le plus célèbre de son oeuvre. Cette courbe permet de "réunir" la firme. En effet :

- Si le rendement était décroissant sans limite, la taille de la firme deviendrait infiniment petite.
- Si le rendement était croissant sans limite, la taille de la firme deviendrait infiniment grande.

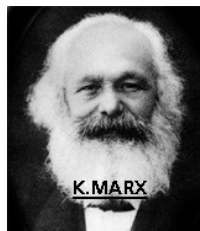
Il faut donc que le rendement soit décroissant- croissant pour qu'il y ait équilibre dans la firme. D'où la courbe en U reliant coût marginal à la quantité produite. L'association des deux phases (baisse du Cm et donc rendement croissant) et (hausse du Cm et donc rendement décroissant).

- Le rendement décroissant est lié à la hausse du degré d' utilisation d'un facteur (les autres facteurs restant constants).

- Le rendement croissant est lié aux conditions générales de la production, par ex. transports et communications, c'est à dire à la variation de tous les facteurs.

RETOUR

MARX KARL (1818-1883)



A partir d'une théorie de la valeur travail novatrice, il démontre la dynamique du système capitaliste et ses contradictions. Du fait de la concurrence écrit-il, la composition organique du capital, c'est à dire le rapport entre capital constant et capital variable se modifie et augmente. Le capital constant, identifié par lui comme du travail mort, ne donne pas lieu à plus-value. Seul le capital variable, identifié à la force de travail, est source de plus-value.

Une des conséquences du progrès technique est d'augmenter la part de capital constant et de réduire le nombre des capitalistes, définis comme ceux d'être capables d'être propriétaires de l'outil de production.

Le coût du capital est de plus en plus cher, le nombre de ceux qui peuvent l'acheter de plus en plus faible. Le nombre de capitalistes diminue et ceux qui sont obligés de louer leur force de travail les prolétaires ne cessent d'augmenter.

Il y a dans cette logique une double contradiction. La première est que le système réduit le nombre de capitalistes, la seconde est que le système conduit, à tendancielllement réduire le taux de plus-value global et par voie de généralisation le taux de profit ; le capitalisme est donc condamné à la concentration industrielle, et à terme, à la révolution sociale du fait du nombre croissant de prolétaires.

MARX a en fait très peu parlé du socialisme et de la société socialiste qui devait se substituer à la société capitaliste mais il a affirmé que l'origine de ses contradictions était dans l'appropriation individuelle des moyens de production. Ses disciples verront dans le communisme et l'appropriation collective des moyens de production la solution et le remède aux maux engendrés par les révolutions industrielles.

MENAGE

Unité économique dont le but principal est de consommer et en tant qu'entrepreneur individuel de produire des biens et services marchands non financiers.

Exemple

- un artisan, agriculteur, en tant qu'entreprise est classé dans la catégorie des ménages.

[RETOUR](#)

MONDIALISATION

Traduction française du terme anglo-saxon « globalisation ». ce concept exprime une nouvelle échelle des marchés à savoir l'échelle planétaire. La mondialisation des marchés a d'abord été celle des marchés financiers. Elle se confirme aujourd'hui par la mise en place de réseaux mondiaux, et ce dans des domaines aussi différents que l'information, la production, la recherche

MONNAIE CHEZ KEYNES

Keynes tente d'expliquer pourquoi les agents économiques détiennent de la monnaie plus qu'ils n'en ont besoin pour assurer leurs paiements. Autrement dit, pour quelles raisons acceptent-ils un actif sans rémunération ?

- le motif de précaution qui est aussi fonction du montant du revenu national. On garde de la monnaie pour faire face à des dépenses imprévues.
- le motif de spéculation : Les agents conservent de la monnaie car elle est une réserve de valeur (elle n'est pas forcément utilisée immédiatement pour effectuer des transactions) au même titre que les valeurs immobilières...avec deux avantages supplémentaires : elle reste parfaitement liquide donc immédiatement utilisable et elle ne fait courir aucun risque de perte de capital à son détenteur (sauf risque d'inflation).

La valeur conférée à la monnaie induit une préférence pour la liquidité

[RETOUR](#)

MULTIPLICATEUR

Keynes a défini le principe du multiplicateur dont le fonctionnement est le suivant, l'investissement ou la consommation ont un effet multiplicateur sur le revenu (X 5 par exemple). De plus cet effet multiplicateur permet de dégager une épargne qui en assure le financement.

R : revenu global

I : investissement

a : propension marginale à consommer

$$R = \frac{1}{1 - a} \times I$$

Par exemple l'Etat décide d'investir 100 milliards d'euros dans la rénovation des routes, la propension marginale à consommer est de 0,8. Le revenu global supplémentaire sera de 500 milliards d'euros soit cinq fois plus.

NEOCLASSIQUES

Courant de pensée qui s'oppose aux classiques. Il est le courant dominant de 1860-1930 avant d'être remis en cause par le courant keynésien.

Par rapport aux classiques, il propose une nouvelle approche de la valeur privilégiant l'utilité et la rareté. On les appelle également les marginalistes, les plus connus sont WALRAS, MARSHALL et PARETO. Le raisonnement à la marge consiste à travailler non sur le montant global de la valeur étudiée mais uniquement sur sa variation.

NEUTRALITE FISCALE

On dira d'un budget qu'il est neutre, dès l'instant où il ne provoque pas de distorsion dans l'allocation des ressources productives.

Exemple : La TVA, à la différence de la Taxe professionnelle est considérée comme un impôt neutre car il n'engendre pas une hausse du coût de production.

PACTE DE STABILITE

Adopté par le Conseil Européen d'Amsterdam en 1997. Ce pacte prévoit deux dispositions : la première impose de limiter à 3% du P.I.B. le déficit des administrations publiques. La seconde prévoit un endettement maximal de 60% du budget national des états membres. Le non respect de ces dispositions entraîne selon le texte, des sanctions financières.

[RETOUR](#)

OLIGOPOLE

L'oligopole est un marché de grandes entreprises, en petit nombre, réalisant une part importante de la production. Ce qui caractérise l'oligopole, c'est la référence à la part de marché et non plus celle de la maximisation du profit de l'entreprise. ; c' est aussi la mise évidence des interdépendances des entreprises sur le marché. Selon la nature de l'interdépendance, on distinguera les oligopoles avec firme dominante, les oligopoles avec entente (ou collusion) pouvant aller jusqu'au cartel, les oligopoles de combat pouvant conduire au dumping...

OMC ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'OMC, créée en 1995, succède au G.A.T.T., lui même institué au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'objectif de l'O.M.C. est de favoriser autant que possible l'harmonie, la liberté et l'équité des échanges. Aujourd'hui, l'O.M.C. compte plus de 146 membres. Les décisions sont prises par l 'ensemble des membres, dans la plupart des cas par consensus. Jamais à ce jour au vote majoritaire, même si cela est théoriquement possible. Les accords de l'OMC sont ensuite ratifiés par les parlements dans les pays membres.

Le siège de l'OMC est à Genève. Outre l'administration des accords signés , l'OMC intervient également dans le cadre des négociations commerciales et le règlement des différends commerciaux, dans le suivi des politiques nationales. Ala différence du GATT, l'OMC dispose d'une organisation permanente, ce qui lui permet d'avoir un pouvoir de décision et d'exécution.

[RETOUR](#)

OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

Les opérations sur biens et services décrivent l'origine et l'emploi des biens et services (ils peuvent provenir d'une production nationale ou être importés). Les opérations sur biens et services sont : la production, la consommation (intermédiaire et finale), l'investissement, ...

Egalité fondamentale : $P + I = CI + CF + FBCF + VS + E$

P : Production

I : Importation

CI : Consommation Intermédiaire

CF : Consommation Finale

VS : Variations de Stocks

E : Exportation

La première partie de l'égalité correspond aux ressources de l'économie, la deuxième partie aux emplois.

POLITIQUE CONJONCTURELLE ET STRUCTURELLE

L'expression « politiques économiques » recouvre l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour modifier l'affectation des ressources, réguler la conjoncture et redistribuer le revenu national. On distingue en premier lieu **les politiques conjoncturelles** (de court terme), dont l'objectif est de lutter contre le chômage, l'inflation et les déséquilibres du commerce extérieur et en second lieu **les politiques de redistribution du revenu**, qui visent à réduire les inégalités sociales.

Enfin, **les politiques structurelles** soutiennent les secteurs jugés prioritaires, en modifiant durablement le partage des activités entre secteur public et secteur privé.

POPULATION ACTIVE

La population active est le nombre de personnes qui ont un emploi ou qui sont à la recherche d'un emploi rémunéré. La limite inférieure est l'âge de la scolarisation obligatoire, la limite supérieure l'âge légal de la retraite. Elle dépend : de la démographie, de l'âge de la retraite des habitudes culturelles (travail des femmes, formation)... Le taux de croissance de la population active a une influence directe sur la production d'équilibre.

[RETOUR](#)

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Les prélèvements obligatoires représentent l'ensemble des sommes collectées par l'Etat, les collectivités locales et les administrations de Sécurité Sociale auprès des agents économiques.

Le taux de prélèvements obligatoires (TPO) rapporte cette grandeur au montant du PIB de la même année.

Remarque : ce taux est en France voisin de 45 %

PRODUCTION D' EQUILIBRE OU PIB POTENTIEL

D'après Keynes c'est le niveau de production théorique qui permettrait d'atteindre le plein emploi. Plus l'écart est élevé entre la production et la production d'équilibre, plus le taux de chômage sera important.

Les économistes de l'OCDE estime l'écart de production (output gap en anglais) et le PIB potentiel. L'idée de base est simple. Etant donné la quantité de travail et de capital disponible à un moment donné, quel est le niveau de production maximal qui peut être obtenu sans alimenter l'inflation ? Quand on approche de ce niveau des contraintes apparaissent dans l'économie : les entreprises doivent offrir des niveaux de salaires supérieurs pour conserver leurs salariés, la forte consommation pousse à la hausse des prix, les taux d'intérêt ont tendance à monter. C'est l'objectif qu'il faut chercher à atteindre mais à ne pas dépasser si on ne s'en est pas donné les moyens

[RETOUR](#)

PRODUIT INTERIEUR BRUT

La production est définie par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) comme l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant sur le marché et/ou obtenus à partir des facteurs de production s'échangeant sur le marché.

Commentaires : une activité de cueillette, pour soi-même, n'est pas une production. Par contre l'enseignement public, gratuit, est une production (facteur travail).

La production marchande : production destinée à être vendue sur un marché (but lucratif). La production marchande est évaluée au prix du marché.

La production non marchande : composée de biens et services gratuits ou à un prix qui n'est pas établi pour générer un bénéfice. La production non marchande est évaluée à son coût de production.

Le produit intérieur brut (PIB) est une grandeur comptable définie par la comptabilité nationale (agrégat). Le PIB mesure la valeur des biens et des services produits sur le territoire national durant une année. Le PIB est la somme des valeurs ajoutées des entreprises résidents nationaux et non nationaux, au prix du marché. Il faudra alors ajouter la T.V.A (Taxe sur la consommation) perçue sur les produits et les droits de douane prélevés à l'importation.

Le Produit National Brut (PNB) est appelé dans le nouveau système de comptabilité nationale Revenu National Brut (RNB). Il se calcule par référence au critère de nationalité. C'est la somme des valeurs ajoutées produites par les nationaux sur le territoire national et hors de ce territoire. Aux Etats-Unis, il est toujours l'agrégat de référence, compte tenu que l'essentiel de la richesse produite sur le territoire national est le fait de nationaux, alors que dans l'Union Européenne, le PIB est plus utilisé. Ainsi, la production d'une filiale américaine en France est comptée dans le PIB mais pas dans le PNB. Cette même production est comptée dans le PNB américain. L'opération inverse serait réalisée dans le cas d'une filiale française.

RNB = PIB + Revenus Nets du Travail, de la Propriété et de l'Entreprise reçus du Reste du Monde.

[RETOUR](#)

PROTECTION SOCIALE

Elle consiste dans le cadre d'un financement sur les fonds publics, à garantir à chacune et à chacun un minimum de ressources, y compris dans l'hypothèse d'une cessation d'activité, et l'accès au système éducatif et au système de santé, et ce quel que soit le revenu des personnes concernées.

PROTECTIONNISME

Le protectionnisme s'identifie à une politique ayant comme objet de protéger une économie nationale, soit par des droits de douanes, on parlera alors de barrières tarifaires, soit par la mise en place de contingentements et normes dissuasives, soit encore par le recours à la dévaluation et à des politiques d'aides sectorielles publiques.

Le protectionnisme sera dit défensif, dès l'instant où il vise à protéger les secteurs peu compétitifs ou ceux assurant l'indépendance économique nationale. Il sera dit offensif, dès l'instant où il ne sera que transition, le temps de protéger les industries nouvelles, afin de leur permettre, par leur croissance, de devenir concurrentielles.

[RETOUR](#)

REVENU PAR HABITANT

Par simplification dans la simulation le revenu par habitant est équivalent au PIB par habitant. PIB/Population totale. Dans la comptabilité nationale on calcule le revenu national Qui est l'ensemble des revenus versés aux agents économiques et relatifs à l'acte productif.

RN (prix du marché) = Rémunération des salariés résidents

- + Excédent brut d'exploitation
- + Revenus Nets de la Propriété et de l'Entreprise reçus du reste du Monde
- + Impôts à la Production et l'Importation versés, nets des subventions d'exploitation reçues

[RETOUR](#)

REDISTRIBUTION

Par redistribution, on entend les opérations qui viennent modifier la répartition primaire des revenus, celle par exemple, qui est illustrée par le salaire reçu. Elle a pour objet de satisfaire à une meilleure solidarité, de réduire certaines inégalités... Elle est financée à partir des prélèvements obligatoires. On distingue la redistribution horizontale et verticale.

La redistribution horizontale ne tient pas compte des ressources des personnes qui vont en bénéficier.

La redistribution verticale accorde les prestations sous forme de subventions (transferts) aux titulaires de revenus les plus faibles et en les modulant en fonction des ressources détenues.

REGULATION

Méthodes spontanées ou directives (incitations publiques, autorisations spéciales ou interdictions, politiques économiques et sociales diverses, ...) visant à permettre une certaine stabilité de l'économie, là où des déséquilibres se manifestent (niveau des prix, du chômage, du commerce extérieur, ...).

Les politiques de régulation sont difficiles à mettre en oeuvre car, bien souvent, elles se contredisent et peuvent avoir des effets pervers. Il est ainsi difficile de lutter à la fois contre l'inflation et le chômage. Pour les libéraux c'est le marché et lui seul qui assure l'équilibre de façon automatique.

[RETOUR](#)

RELANCE

On dira qu'il y a relance de l'activité économique dès l'instant où suite à une intervention des pouvoirs publics, soit sous forme d'injection d'argent public, soit sous forme de baisse

d'impôts, soit sous forme d'augmentation directe des revenus... on assiste à une reprise de l'activité économique. Les keynésiens privilégient la relance par accroissement des dépenses publiques, les libéraux quand à eux retiennent en priorité la baisse de la fiscalité.

RESTE DU MONDE

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.(lexique INSEE)

Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.(lexique INSEE)

[RETOUR](#)

RICARDO David (1772-1823)



Un des grands noms du courant classique et libéral, c'est l'égal d'Adam Smith. Financier, banquier, homme politique, ayant fait fortune plusieurs fois, RICADO va publier en 1817 « Principes de l'économie politique et de l'impôt » qui sera une référence de l'analyse classique. Défenseur de la valeur travail, il propose une théorie des prix qui associe la valeur du travail au marché. Il est surtout célèbre pour son théorème des coûts comparatifs, ou il démontre que tout pays a intérêt à l'échange international et à la spécialisation . Il prend l'exemple du Portugal qui a intérêt à vendre du vin à la Grande Bretagne qui elle lui échange contre des draps. MARX lui même, tout en dénonçant dans l'oeuvre de Ricardo l'absence d'approche sociale, utilisera ces théories dans la définition de la valeur travail et de la plus-value.

RIGUEUR RECESSION

La récession, c'est le ralentissement de la croissance, on passe de 5% à 3% par exemple. Il ne faut pas confondre avec la **dépression** ou il n'y a plus de croissance.

La politique de rigueur a pour objectif d'assainir les finances publiques :
en supprimant ou réduisant le déficit budgétaire
en supprimant ou réduisant le déficit social
en réduisant le poids de la dette extérieure

Les mesures économiques qui vont être prises auront également pour conséquence de diminuer l'inflation, ce qui rendra l'économie plus compétitive avec les autres pays.

Cette politique peu populaire au niveau interne, sera appréciée par l'extérieur et aura pour conséquence une revalorisation de l'indice de la monnaie nationale.

La politique de rigueur a pour conséquence la récession ou la dépression suivant le degré des décisions.

[RETOUR](#)

SAY Jean Baptiste (1767-1832)



Célèbre pour avoir fait connaître en France les œuvres des grands classiques anglais ([SMITH](#), [RICARDO](#)...). On lui doit la fameuse phrase « l'offre crée sa propre demande » qu'utilisera [KEYNES](#) plus tard et qui est connu sous le terme « Loi des débouchés ». Défenseur de l'économie capitaliste, il plaidera toute sa vie pour une France industrielle forte, où l'entrepreneur a un rôle central et décisif.

SCHUMPETER Joseph Alois (1883-1950)



Un des grands noms du XX^{ème} siècle, autrichien de naissance, il s'installe aux Etats-Unis en 1932 où il enseigne à l'Université d'Harvard. Il sera le premier économiste à intégrer l'apport du progrès technique et la contribution de l'entreprise et de l'entrepreneur. Il s'interroge sur les chances de survie d'un capitalisme, trahit par l'abandon de l'esprit d'entreprise et la volonté d'innover.

Longtemps éclipsé par KEYNES, il prend sa revanche à partir des années 70. Son approche où l'innovation joue un rôle fondamental, semble avoir bien survécu aux préoccupations des économistes actuelles.

Le projet de Joseph Schumpeter consiste à comprendre la nature du système capitaliste et sa dynamique. L'auteur part de l'image du "circuit économique", terme par lequel il désigne une économie fonctionnant dans des conditions inchangées de période en période, et d'où toute idée de profit serait exclue. Le développement s'oppose au circuit en ce qu'il suppose non seulement une croissance quantitative, mais également un changement qualitatif des biens et des techniques. Le moteur de l'évolution est l'innovation, que l'entrepreneur met en oeuvre par le moyen du crédit (réalisation de combinaisons productives nouvelles).

L'innovation n'est pas ici assimilée à l'augmentation du savoir relatif aux techniques praticables, mais recouvre un contenu à la fois plus étroit et plus large. Ainsi, cinq catégories d'innovations peuvent être distinguées :

- La fabrication d'un produit nouveau.
- L'introduction d'une méthode de production nouvelle.
- L'ouverture d'un nouveau débouché.
- La conquête d'une nouvelle source de matières premières.
- La mise en oeuvre d'une nouvelle méthode d'organisation de la production.

. Par la suite, le préfinancement de l'innovation par le crédit introduit dans l'économie un pouvoir d'achat suffisant pour l'écoulement de la production et la réalisation de profit par l'innovateur. Ainsi, l'impérialisme lui paraît-il plutôt découler de la permanence de relations de puissance que d'une exigence de débouchés additionnels spécifiques au capitalisme. Schumpeter trouve, dans la discontinuité de l'innovation, une clé pour l'articulation des analyses de croissance et des fluctuations. Chaque cycle correspondrait à la réalisation d'une "vague" d'innovations, l'expansion étant la période où le recours au crédit finance la nouvelle combinaison. (Phase ascendante d'un cycle de type Kondratief). Au cours du boom, l'inflation donne l'illusion passagère d'une coexistence possible des combinaisons nouvelles et anciennes, mais la crise vient révéler la nécessaire élimination des combinaisons anciennes qu'il désigne par le terme **obsolescence** que réalise la phase de dépression. Les conditions sont alors réunies pour une nouvelle grappe d'innovations.

[RETOUR](#)

SECTEUR D' ACTIVITE

Les activités sont classées par rapport à des identités et caractéristiques communes CLARK 1941 :

Le secteur primaire qui regroupe toutes les activités liées à l'agriculture, et les activités extractives

Le secteur secondaire qui regroupe les activités industrielles, l'activité du bâtiment et les travaux publics.

Le secteur tertiaire qui englobe toutes les activités de service

[RETOUR](#)

SECTEUR INSTITUTIONNEL

Les agents économiques sont classés en secteurs institutionnels par la Comptabilité Nationale.

On distingue :

- [Les Sociétés Non Financières](#)
- [Les Sociétés Financières \(SF\)](#)
- [Les Administrations Publiques \(APU\)](#)
- [Les Institutions sans but lucratif au service des ménages \(ISBLM\)](#)
- [Les Ménages](#)
- [Le Reste du Monde](#)

[RETOUR](#)

SMITH ADAM (1723-1790)



Aux yeux de certains un père de l'économie politique, aux yeux de tous le père de l'économie classique et libérale. Cet écossais prône une société où règne l'harmonisation

des intérêts individuels et l'intérêt général, rendue possible par une « main invisible ». Premier théoricien de l'économie de marché, il voit dans le prix la variable régulatrice. De même est-il le premier à lier division du travail et efficacité. Pour cela il prend l'exemple d'une manufacture d'épingles. Enfin, il prône le non interventionnisme public sans pour autant nier les devoirs de l'état, en particulier lorsqu'il s'agit de défense nationale. Partisan de la défense de l'épargne, bon sang d'écossais ne saurait mentir, SMITH se verra reprocher, principalement par Marx, l'absence de dimension sociale de son œuvre.

SOCIETES FINANCIERES

Organisme ayant pour rôle de financer, c'est-à-dire collecter, transformer et répartir des disponibilités financières.

On trouve dans cette catégorie les banques, organismes financiers divers.

SOCIETES NON FINANCIERES

But : produire des biens et services marchands non financiers.

On trouve dans cette catégorie les SA, SARL, SNC notamment.

Dans la simulation par simplification institutions financières et sociétés non financières et sociétés d'assurance sont appelés ENTREPRISES

[RETOUR](#)

TABLEAU ECONOMIQUE D'ENSEMBLE - DETAIL DES COMPTES

Compte de Production : il permet de déterminer la valeur ajoutée, qui est l'apport de l'activité de l'entreprise à l'économie.

Compte d'Exploitation : il décrit la répartition primaire de la valeur ajoutée entre les salariés, l'Etat (impôts liés à la production) et l'entreprise. Permet de dégager l'excédent d'exploitation.

Compte de Revenu : il récapitule les opérations courantes de répartition (salaires perçus, intérêts et dividendes, prestations sociales, impôts sur le revenu, ...). Il permet de dégager le revenu Disponible.

Compte d'Utilisation du Revenu : il permet de dégager consommation Finale et l'Epargne.

Compte de Capital : il fait apparaître le besoin de financement ou la capacité de financement des secteurs institutionnels.

EXEMPLE : MENAGES (1989 / milliards d'Euros)

Compte de Production

CI	61	Production Totale	267
VA Brute	206		

Compte d'Exploitation

Rémunération salariés	31,5	VA Brute	206
Impôts liés à la Production	5,8	Subventions d'exploitation	3,7
Excédent Brut d'Exploitation	172,4		

Compte de Revenu

Revenus versés	327	Excédent Brut d'Exploitation ...	172,4
Revenus reçus	789		
Revenu Disponible Brut	634,4		

Compte Utilisation du Revenu

Consommation Finale.....	556,5	Revenu Disponible Brut	634,4
Epargne Brute	77,9		

Compte de Capital

FBCF, VS et Transferts 64,8 Epargne Brute + Transferts 81
Capacité ou Besoin de Financ. ...+16,2

TAUX DE CHOMAGE

Le taux de chômage est calculé par rapport à la production d'équilibre ce qui évite le débat sur la comptabilisation réelle des chômeurs par rapport à la population active.

Le Bureau International du Travail (B.I.T.) retient trois critères pour définir le chômage :

- . être sans emploi
- . être disponible pour en obtenir un
- . et le chercher...

Le taux de chômage exprime le pourcentage des chômeurs dans la population active.

Il existe un chômage incompressible. On estime à 5% ce taux aux USA où les incidences de la mobilité géographique sont importantes contre 3% en France et en Europe. En Arctica il est évalué à 1%.

[RETOUR](#)

TAUX D' INTERET

C'est le prix à payer pour disposer de ressources financières (capital). Chez les classiques et néoclassiques, ce taux rémunère la renonciation à une consommation immédiate. Cette consommation différée devient une épargne qui se développe au fur et à mesure que le taux d'intérêt augmente .Pour KEYNES c'est le revenu et non le taux d'intérêt qui arbitre entre revenu et épargne. Par contre, le taux d'intérêt permet de préciser l'affectation de cette épargne, entre encaisses monétaires et placements financiers. KEYNES considère que la préférence pour la liquidité l'emporte sur tout autre. Y renoncer à un coût, c'est le taux d'intérêt.

Plus généralement le taux d'intérêt peut être considéré comme l'arbitrage entre l'offre et la demande de monnaie.

TRANSPARENCE

Une des hypothèses du modèle de concurrence pure et parfaite. Cette hypothèse suppose une parfaite information et du côté de l'offre et du côté de la demande

[RETOUR](#)

TRENTE GLORIEUSES

Expression proposée par Jean FOURASTIE qui lui a consacré les 30 années de l'après guerre durant lesquelles la France connaît un taux de croissance ininterrompu et soutenu, soit de 1945 à 1975. Cette croissance a été interrompue par le premier choc pétrolier de 1973.

VALEUR AJOUTEE

La valeur ajoutée correspond à la création nette de richesses. C'est la différence entre la production totale et les consommations intermédiaires.

Valeur Ajoutée = Production Totale - Consommations Intermédiaires

L'ensemble des valeurs ajoutées représente le PIB.

[RETOUR](#)

WALRAS Léon-Joseph (1824-1910)



Ingénieur de formation, il enseigne à l'Université de Lausanne. Il a été le premier à présenter la théorie de la concurrence pure et parfaite. Mais également à partir d'une théorie de la valeur privilégiant la rareté, il démontre qu'il est théoriquement possible d'obtenir un équilibre général du système formé par le marché des produits, le marché des services et des capitaux. A ce point d'équilibre correspond un profit différentiel nul. Partisan de l'économie de marché, il n'exclut pas pour autant l'intervention de l'état dans les domaines comme le chemin de fer ou l'éducation par exemple.

[RETOUR](#)

INFLATION

L'inflation est une hausse durable du niveau général des prix. Certains prix augmentent davantage que d'autres : on constate alors une modification des prix relatifs.

L'inflation " galopante ", dont on ne maîtrise plus la progression, peut évoluer vers une hyperinflation (Allemagne des années 1922-1923).

Lorsque de surcroît, l'inflation s'accompagne d'une stagnation de la production et généralement d'une augmentation du chômage, on parle de **stagflation**. (années 1970). Ce type d'inflation est généralement lié aux modalités du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profit, ainsi qu'aux mécanismes particuliers de financement de l'économie (économie d'endettement).

En France, l'inflation s'accélère avec le choc pétrolier de 1973, et culmine en 1974 avec une hausse des prix à la consommation de 13,7 %. Après une baisse momentanée, la taux d'inflation reprend à l'occasion du second choc pétrolier de 1979/80, auquel s'ajoute la hausse du dollar.

Enfin, une inflation plus importante en France qu'ailleurs pénalise les exportations françaises, alors que le prix des importations deviennent moins élevés que les prix des produits intérieurs.

D'un point de vue théorique, l'école monétariste avec Milton Friedman considère que l'inflation est toujours le fruit d'une création monétaire excessive. Cette pensée s'appuie sur la théorie quantitative de la monnaie d'Irving Fisher (1907) qui énonce le principe suivant :

" Si la vitesse de circulation de la monnaie est constante et le niveau des transactions stable, une augmentation de la masse monétaire entraîne une hausse des prix " :

Avec :

M= Masse monétaire

V= vitesse de circulation de M

P= Niveau général des prix

T= Volume des transactions

On obtient : $M.V = P.T$

L'analyse des Monétaristes trouve sa limite dans le fait que l'inflation apparaît parfois alors même que l'appareil de production a été capable de satisfaire la demande. Mais une augmentation de la population, par exemple, a pu créer un déséquilibre sur le marché des biens et des services. Cette inflation " par la demande " peut alors être jugulée par une augmentation des biens offerts sur le marché.

On explique également l'inflation par l'augmentation des coûts de production. Elle met en cause un ou plusieurs coûts de production. Elle se traduit par une répercussion sur les prix de vente d'une augmentation du prix des matières premières, des salaires ou d'autres coûts. Une hausse du prix du pétrole peut ainsi se répercuter sur l'ensemble de l'économie. En outre, cette inflation est "importée", car liée à l'augmentation des prix des importations.

Mais aux côtés des coûts, on rencontre aussi le profit, et dans ce contexte, les entreprises ont ainsi la possibilité d'augmenter leurs prix afin de maintenir ou d'accroître leurs profits, ce qui influe sur le niveau général des prix. L'inflation peut alors s'analyser comme une spirale "salaires-profits", la hausse des uns ne faisant que compenser celle des autres.

Les conséquences de l'inflation sont multiples : tout d'abord, elle engendre une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, comme si celle-ci se "dépréciait" de façon interne. L'inflation pénalise les détenteurs de revenus fixes, puisque leur pouvoir d'achat diminue. Elle bénéficie aux agents endettés, puisque la valeur réelle de leur dette diminue. Elle provoque ainsi des transferts de pouvoir d'achat entre agents.

La désinflation se traduit par une baisse de l'augmentation du niveau général des prix. La politique de rigueur budgétaire des années 1982/83, accompagnée d'un processus de désindexation des salaires sur les prix et d'un affaiblissement de la représentativité des salariés (chômage) ont fait de la désinflation un phénomène massif et durable. Un second élément a été la forte baisse des prix des matières premières importées à partir de 1985 ("contre-choc pétrolier"). De plus, dans le cas de la France des années 85-95, qui a appliqué une stratégie du franc fort et une politique de désinflation compétitive, il s'agissait de réduire le taux de l'inflation à un niveau où il ne nuirait plus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

La déflation est la baisse du niveau général des prix : celle des années 1920 est le fruit d'une lutte contre l'inflation, qui se solde par la réduction matérielle des instruments de paiement en circulation et, avec elle, une baisse du pouvoir d'achat. Cette politique de déflation monétaire correspond donc à une volonté de réduction de la masse monétaire.

[Retour](#)

PRODUCTIVITE

La productivité d'un facteur de production (capital, travail), correspond au rapport de la production à la quantité employée de ce facteur :

Productivité du travail = production totale/Quantité totale de travail

L'augmentation de la productivité signifie que la production augmente alors que :

- Soit les moyens mis en oeuvre n'augmentent pas.
- Soit ils augmentent mais pas dans la même proportion.

Il se peut enfin qu'on obtienne la même production en économisant des moyens de production.

La mesure de la productivité peut concerner un atelier, une branche industrielle ou toute l'activité économique. Elle peut être exprimée en unités physiques pour des produits nettement identifiables, ou en valeur pour des productions complexes de biens hétérogènes. Cependant, la productivité en valeur est tributaire des éventuelles variations de prix, on remplace alors la production en valeur par la valeur ajoutée.

Lorsqu'on rapporte la production à un seul facteur de production, on obtient des productivités partielles :

Productivité par tête=valeur ajoutée/effectifs employés

Productivité horaire du travail=valeur ajoutée/(effectifs*durée du travail)

Le fait d'utiliser les heures de travail indistinctement au regard de la qualification pose le problème de l'homogénéité du facteur travail.

Concernant le capital, on établit le rapport suivant:

Productivité apparente du capital= valeur ajoutée/stock de capital fixe.

"Productivité apparente", car le travail et le capital sont intimement liés dans le procès de production, et l'accroissement de la productivité de l'un se fait souvent au détriment de celle de l'autre. Par exemple, la productivité du travail augmente aussi en raison de l'emploi croissant de machines et du progrès technique incorporé : s'il faut alors moins de travail, la production requiert davantage de capital fixe, ce qui fait diminuer la productivité du capital.

Dans le cas d'une augmentation de la valeur ajoutée, c'est-à-dire d'une amélioration de l'efficacité avec laquelle travailleurs et équipements créent la plus-value, on parle de l'accroissement de la "productivité totale des facteurs" (PTF). Les principales causes d'évolution de la PTF sont les améliorations technologiques dans la production de biens et services ainsi qu'une meilleure qualification des travailleurs.

Les statistiques mesurent plutôt l'évolution de la productivité que son niveau, ce qui laisse apparaître des "gains de productivité" : ce sont des surplus de richesses créées grâce à une combinaison des facteurs de production plus efficace. Ces gains permettent la diminution du coût de revient des produits et donc aussi celle des prix de ventes.

Cette hausse des gains de productivité est un facteur de croissance économique, car elle dynamise la production (hausse de profits et autofinancement), ainsi que la consommation (baisse des prix).

Longtemps, la substitution du capital au travail, engendrant une hausse de la productivité du travail, a été accusée de détruire des emplois. Mais A.Sauvy a soutenu **la thèse de la compensation** (encore actuelle), selon laquelle les effets induits par les gains de productivité sont positifs pour l'emploi, car les emplois supprimés sont plus que compensés par d'autres emplois dans la même branche d'activité.

Si la productivité n'augmente pas, la production ne peut augmenter que dans des limites très restreintes. Depuis 1973, on assiste à une rupture du rythme de la productivité, qui s'explique d'une part par l'épuisement du progrès technique de la génération précédente, et d'autre part par le ralentissement de la croissance économique entre 1973 et 1995.

Dans une concurrence toujours plus compétitive, l'accroissement de la productivité est encore une recherche constante de la part des entrepreneurs.

Comme le matériel récent est généralement le plus performant, on constate une corrélation étroite entre investissement et augmentation de la productivité.

L'accroissement de la productivité ne s'accompagne pas toujours d'une augmentation de la production. Une baisse des effectifs dans un secteur, et donc de la production de celui-ci, peut annuler la hausse induite par un surcroît de productivité. Ce n'est donc pas le seul moteur de la croissance.

[Retour](#)

REDISTRIBUTION - FISCALITE

La fiscalité répond, en première approche, à des objectifs tels que la redistribution et la correction des imperfections du marché. Sachant que toute nouvelle mesure fiscale s'accompagne d'incitations ou de désincitations, celle-ci s'appliquant sur les principales grandeurs économiques, le problème de la théorie économique est d'identifier et d'analyser les imperfections du marché, et d'y appliquer des mesures correctrices, c'est-à-dire principalement de réduire l'inégalité des revenus et de corriger les externalités.

Or le développement de la fiscalité effective des Etats contemporains, surtout préoccupés par le fait de trouver des recettes fiscales pour financer leurs dépenses, est assez éloigné de cette théorie.

1/ La fiscalité correctrice des imperfections du marché :

a/ La fiscalité redistributrice :

La première de ces imperfections est représentée par le fait que le marché peut conduire à une inégalité de la distribution du revenu. Traditionnellement, les outils fiscaux permettent de redistribuer directement les revenus obtenus par les ménages au moyen d'impôts et de transferts progressifs dépendant du revenu obtenu, par opposition à des interventions agissant sur le système de prix du marché du travail (rigidité des salaires).

Une question se pose, la taille des effets désincitatifs de la redistribution : car les incitations à obtenir tel ou tel niveau de revenu se trouvent modifiées par les impôts qui s'y appliquent. On peut imaginer une redistribution qui égaliserait complètement les revenus après impôts : elle conduirait à un revenu moyen très faible, et donc redistribuerait la pénurie. La recherche actuelle montre que les effets désincitatifs sont relativement faibles au niveau des taux moyens et marginaux qui sont typiquement pratiqués dans les pays occidentaux.

Concernant l'imposition des revenus du capital, en l'état actuel de la recherche, l'argument en termes d'incitations à l'accumulation ne permet pas de justifier que les revenus du capital et les revenus du travail soient traités différemment par la fiscalité redistributive. En revanche, on pourrait justifier une imposition sur les successions et sur la fortune par le fait qu'il faut limiter la transmission de l'inégalité des patrimoines.

b/ La fiscalité correctrice d'externalités :

"On dit qu'un bien exerce une externalité négative lorsque sa consommation ou sa production privées créent une perte de bien-être pour les autres agents, sans que le système de prix n'en fasse payer le coût "(T.Piketty). L'exemple du transport automobile et de la pollution qui lui est associée est typique. Inversement, un bien peut exercer une externalité positive si sa production ou sa consommation privée entraîne un gain de bien-être pour les autres agents. L'éducation pourrait être un bon exemple.

Dans un cas comme dans l'autre, chacun est prêt, par exemple, à n'utiliser son véhicule qu'en cas de besoin, ou encore à dépenser davantage pour l'éducation, **à condition que tout le monde fasse de même**. Comme cela n'est pas le cas, les comportements tendent finalement vers une inefficacité économique, et l'Etat taxe (pour redistribuer) ou subventionne (rôle allocatif) pour surmonter ces externalités négatives ou positives. Dans ces deux cas, aucune recette n'est dégagée pour l'Etat.

2/ La fiscalité et les outils non fiscaux :

a/ La fiscalité comme financement des dépenses publiques :

En réalité, la fiscalité sert avant tout à trouver des recettes permettant de financer des dépenses directement choisies et administrées par l'Etat (défense, transports, éducation ...). Dans le cadre de la théorie économique, ces dépenses sont justifiées par la notion de bien public. Dès lors, des recettes fiscales d'un montant donné doivent être dégagées. Mais la question est alors de savoir quel type d'impôt mettre en oeuvre. Bien que la théorie économique constate la supériorité de l'imposition directe, la réalité économique montre le poids exorbitant de l'impôt sur la consommation, considéré comme plus discret.

b/ La fiscalité et les cotisations sociales :

La protection sociale est un système de cotisations prélevées (salariés, employeurs) et intégralement et immédiatement reversées sous forme de pensions de retraites, de remboursements pour les dépenses de santé et de prestations familiales. Cela ressemble fort au "circuit fermé" de la théorie, mais ces cotisations ne peuvent pas être considérées comme faisant partie de la fiscalité au sens strict, puisqu'elles ont été établies sur la base d'une dualité "salariés-patrons" et dans un but de partage de la protection sociale des salariés. L'Etat n'est donc théoriquement pas concerné.

[Retour](#)

Comparaison libéralisme et marxisme

A. L'analyse libérale, l'économie de marché :

L'analyse libérale tourne autour des notions de marché et d'individu.

1) L'élément fondamental: le marché

Les économistes libéraux se représentent l'économie comme un ensemble de marchés. Au niveau de la production, L'entreprise est le carrefour de plusieurs marchés. L'expression " économie de marché " signifie que la concurrence est l'élément fondamental d'une telle structure économique. Cette logique de marché oblige les entreprises à ne pas faire de pertes si elles veulent assurer leur activité à long terme. En effet, une entreprise capitaliste qui accumule des pertes ne peut survivre pendant un certain temps (avant de disparaître ou faire, de nouveau, des bénéfices), qu'en " consommant " son capital et ses ressources propres pour payer ses dettes ou acquérir d'autres biens puisque la demande sur n'importe quel marché doit être solvable.

2) Le but commun: la recherche de l'intérêt individuel d'où découle l'intérêt général :

Le mécanisme du marché décrit seulement le mode d'allocation des ressources sans expliquer l'objectif d'une telle organisation. Pour les libéraux. depuis A. Smith, le moteur de l'économie de marché est la recherche de l'intérêt individuel. « Car ce sont les individus qui, en recherchant le plus grand profit personnel avec le minimum de coût, sont spontanément appelés à concourir pour réaliser l'intérêt général. En effet. il est normal qu'ils recherchent la production la plus avantageuse et la plus économique, les conditions socialement et techniquement les meilleures .

3) Le fondement idéologique de l'analyse libérale: l' individualisme :

a) La liberté individuelle

Dans l'optique libérale, la production dépend de libre initiative des individus. Cela signifie que le premier problème : "qui produira ?" et le second "comment produira-t-on ?" sont résolus, de la façon la plus simple, par la liberté. Chacun a le droit de combiner comme il l'entend les divers facteurs de production : capital et main d'oeuvre, pour fabriquer, en telles quantités et qualités qu'il lui plaira, les marchandises susceptibles de faire l'objet d'une demande sur le marché ". Dans le même sens, le consommateur est " libre " d'acheter ce qu'il veut, son choix étant guidé par ses besoins et le prix (cf. les analyses marginalistes). Enfin, " chaque individu choisit de se spécialiser dans une branche de production : création de marchandises ou de services pour laquelle il a le plus d'aptitudes et de goût. Cette division libérale des

productions tend vers un optimum économique, puisque chacun est supposé s'employer librement dans la position la plus rationnelle ". Cette notion de « liberté individualiste » fut inscrite dans le droit français lors de la Révolution de 1789.

b) La responsabilité individuelle :

Si l'individu est libre de sa conduite, il est aussi personnellement responsable de ses actes. Cette responsabilité est aussi bien pénale qu'économique. . Au niveau économique, la responsabilité entraîne l'une des deux sanctions suivantes : ou bien des bénéfices indiquant que l'activité est économiquement rentable, ou bien des pertes signifiant que cette production est indésirable sur le marché.

c) La propriété privée :

La Déclaration des Droits de l' Homme et du Citoyen du 26 août 1789 stipule en son article 17 que la propriété est un "droit inviolable et sacré". Le droit de propriété donne le pouvoir d'« user », de recueillir les " fruits" et d'« abuser » (vente) des biens acquis.

B. L'analyse marxiste : critique du système capitaliste :

L'analyse marxiste est en désaccord avec l'analyse libérale en tous points : le but commun, le moteur du système n'est plus l'intérêt individuel et l'élément fondamental n'est plus le marché.

[Retour](#)

1) L'élément fondamental : l'extorsion de la plus-value

Pour Marx, le salaire ne représente qu'une partie de la richesse produite par le prolétaire. L'autre partie est détournée par le capitaliste sous la forme de plus-value de telle sorte qu'une part du produit de son travail n'est pas payée au salarié. Marx appelle cette part de travail « surtravail ». Il en résulte une exploitation des producteurs (le prolétariat) par les non-producteurs (la bourgeoisie). Le degré d'exploitation varie selon les époques car cette extorsion de plus-value est le résultat d'une concurrence entre deux « logiques » antagoniques : "la valeur ajoutée dans la production se partage entre le travail et le capital ; c'est une donnée. Au terme de chaque processus de production (ou de chaque mois, de chaque année), la part de l'un ne peut donc augmenter que si la part de l'autre diminue ". Selon le rapport de force, la plus-value extorquée directement sera plus ou moins importante mais, dans tous les cas, il y aura nécessairement lutte entre les deux classes : capitalistes et travailleurs.

[Retour](#)

2. Le but commun du système : le profit pour l'accumulation de capital

L'analyse marxiste englobe le mécanisme du marché dans un ensemble plus vaste ayant pour moteur l' "accumulation du capital ". Cette accumulation de capital s'effectue au sein de l'entreprise. C'est ainsi qu'à la tête des entreprises se trouvent les capitalistes qui ne sont plus les épargnants, comme dans l'analyse libérale, mais les détenteurs du capital productif. L'objectif de ces capitalistes est alors de transformer la plus-value découlant du processus de production en profit pour payer les dettes afférentes au capital engagé (machines, terrains...) et pour augmenter ce capital (accumulation de capital). Le lieu de « réalisation de ces profits » est le marché.

Alors que, dans l'économie artisanale urbaine de la fin du Moyen Age (14^e et 15^e siècles), l'artisan travaille sur commandes, l'entrepreneur capitaliste produit avant de savoir s'il vendra

Faire des profits suppose, pour l'entreprise capitaliste, de trouver des marchés qui transformeront les plus-values en profit commercial, intérêts financiers, etc.

Le profit est la conséquence de l'extorsion de la plus-value (cf. ci-dessus). Or cette extorsion entraîne de nombreuses contradictions résolues par l'impérialisme, c'est-à-dire par l'exploitation de pays tiers. Une première contradiction existe entre la volonté des capitalistes de réduire les salaires et celle de vendre la production. Une seconde contradiction provient du fait que seul le travail est source de plus-value alors que les entreprises capitalistes, à cause de la concurrence accroissent leur capital technique au détriment de la main-d'oeuvre. Il en résulte du chômage mais aussi une « baisse tendancielle du taux de profit ».

L'impérialisme permet de résoudre ces deux contradictions. Si les capitalistes veulent maintenir les profits à un niveau élevé au détriment du marché intérieur (politique de bas salaires), les débouchés extérieurs sont nécessaires pour éviter des crises de surproduction. Si, en revanche, le taux d'exploitation diminue à cause du niveau des salaires intérieurs ou d'un fort coefficient de capital, les entreprises capitalistes recherchent, dans les pays tiers, le moyen de reconstituer leurs profits : soit, par la production directe dans ces pays soit, par l'achat, aux pays du tiers monde, de produits agricoles ou de matières premières à bas prix permettant d'extorquer de la plus-value indirectement.

[Retour](#)

3.La critique marxiste de l'individualisme libéral :

. Le rapport d'exploitation conduit à la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Le prolétariat est dépourvu de moyens de production et contraint d'offrir sa force de travail. "Précisément l'offre de cette marchandise particulièrement sur un marché ne peut se réaliser que dans des conditions historiques particulières, il faut au moins deux conditions : que les propriétaires de cette force de travail ne soient pas propriétaires des moyens de production, notamment de capital, et qu'ils ne puissent pas le devenir. Il faut donc qu'ils soient absolument arrachés aux conditions de production anciennes et qu'ils soient en même temps séparés des moyens de production capitalistes.

La bourgeoisie est formée des capitalistes détenteurs des moyens de production c'est à dire du capital dont ils sont propriétaires. En d'autres termes, le droit de propriété justifie leur pouvoir d'extorquer la plus-value ou surtravail au prolétariat. Cette analyse marxiste conduit, donc, ses défenseurs, non pas à chercher à réformer le système capitaliste comme le proposent certains libéraux mais à le renverser.

[Retour](#)

Epargne/Investissement

1/ L'épargne:

"Partie du revenu qui n'est pas consommée".

a) Pour les entreprises, l'épargne brute représente le profit brut, ou le revenu brut des entrepreneurs, et/ou leur capacité d'autofinancement. Si l'on prend en compte le coût d'usage du capital, on obtient le profit net, véritable revenu des entrepreneurs. En fait, profit net et épargne nette sont identiques, et participent, avec l'épargne des ménages, à l'investissement global.

Compte tenu de l'égalité Keynésienne de l'épargne et de l'investissement, on peut écrire que l'investissement est la somme de l'épargne des ménages et de l'épargne des entreprises (c'est-à-dire leur profit).

b) Pour le secteur institutionnel des ménages, qui inclut les entrepreneurs individuels, la notion est plus complexe.

On distingue:

- L'épargne non financière des ménages et des entrepreneurs individuels, qui comprend la formation brute de capital fixe des ménages (logements) et des entrepreneurs individuels..
- L'épargne financière, qui constitue la capacité de financement des ménages et se compose de placements et d'avoirs liquides. Cette épargne représente 15 à 40% du total de l'épargne des ménages.

c) Les taux d'épargne des nations :

Ils varient de façon significative entre les différents pays. Ces écarts sont liés à des différences dans la structure démographique, le type de système de retraites ou les comportements de consommation et d'investissement. On voit apparaître trois groupes distincts : le Japon connaît des taux très élevés, la France et l'Allemagne des taux intermédiaires, les pays anglo-saxons des taux plus faibles.

Cependant, sur trois décennies, on constate une baisse générale du taux d'épargne^{2/}

L'investissement:

Au sens le plus large, l'investissement est l'acquisition de biens de production, c'est le flux qui alimente le stock de capital.

Le stock de capital est soumis à deux flux contraires:

- D'une part, l'acquisition de biens nouveaux, qui permet d'accroître le capital : c'est l'investissement brut.

- D'autre part, l'usure, le déclassement et l'obsolescence du capital antérieur. Pour compenser cela, l'entreprise va mettre de côté les sommes nécessaires pour financer le remplacement de tout ou partie de ces équipements. C'est l'amortissement.

L'investissement net est la différence entre l'investissement brut et l'amortissement.

La comptabilité nationale française définit l'investissement par la **Formation Brute de Capital Fixe. (FBCF).**

Si on analyse son évolution à long terme, on relève une forte corrélation entre le taux d'investissement et la croissance économique.

On distingue les investissements matériels des investissements immatériels, ces derniers ayant vu leur part passer de 17 à 35 % en vingt ans.

Pour que l'accroissement de la production soit supérieur à la croissance de la population,

il faut un accroissement de la productivité et des capacités productives. Mais cette masse d'investissement doit être compatible avec le volume d'épargne nationale.

On a coutume de différencier :

- L'investissement de capacité, qui correspond à une augmentation de la capacité de production.
- L'investissement de remplacement, qui représente l'acquisition de machines dans le but de renouveler le capital usé ou obsolète.
- L'investissement de productivité, qui a pour objet d'accroître l'efficacité du travail humain.

[Retour](#)

ROLE DE L'ETAT

D'une manière générale, l'Etat influence la production privée ou s'implique directement dans la production par les lois et la réglementation, la fiscalité et les subventions, les prêts et les garanties d'emprunts. La question du rôle économique de l'Etat ne concerne pas seulement son ampleur, mais la manière dont ce rôle est exercé. On distingue habituellement les dépenses publiques qui se bornent à redistribuer les revenus et celles qui correspondent à des achats directs de biens et services, consommés collectivement (défense nationale) ou individuellement (éducation).

"Dans son acception la plus large, la notion, plutôt que le concept, **d'Etat-providence** se définit par opposition à celle **d'Etat-gendarme** ; elle désigne alors l'Etat interventionniste dans la sphère économique et sociale par rapport à l'Etat "neutre", cher aux libéraux, qui limite son activité aux fonctions régaliennes traditionnelles : défense nationale, justice, police et ordre public, diplomatie. De fait, il s'agit de deux modèles théoriques d'action de l'Etat introuvables dans la réalité historique sous une forme pure, puisque même les libéraux les plus stricts admettent, par exemple, le privilège de l'Etat dans le domaine monétaire, ce qui constitue déjà une entorse à la distinction initiale.../... Quant à l'idée d'Etat-providence, en tant que manière de penser l'Etat comme instrument et concrétisation de la solidarité sociale, en liaison avec la sociologie et les nouvelles théories juridiques de l'Etat, les sources doivent être cherchées dans l'histoire économique et sociale : l'apport des Lumières, les révolutions américaine et française de la fin du XVIIIe siècle, les travaux de Marx et des socialistes français, notamment."

Le pouvoir de redistribuer par l'impôt ou les transferts ne définit ni les bénéficiaires, ni les victimes, ni la manière dont les droits et obligations sont acquis.

Cela pose le problème de l'efficacité de la redistribution et de l'équité. Une distribution est moins inégalitaire qu'une autre si elle peut s'en déduire par une succession de transferts allant tous d'un plus riche à un plus pauvre. En première approche, on observe que le marché est un mécanisme foncièrement efficace, mais qui est inégalitaire. Les pouvoirs publics mettent donc en place un système de transfert qui se superposera au marché et en atténuera les effets néfastes. Mais tout transfert n'est-il pas créateur d'inefficacité économique ?

Les économistes s'entendent généralement sur une définition de l'efficacité due à **W.Pareto** : "Une situation est efficace économiquement dès lors qu'il est impossible, par des réformes appropriées, d'améliorer le bien-être de certains agents sans pour autant nuire à aucun autre."(Optimum parétien).

Loin du caractère évident de cette maxime, cette affirmation montre que l'efficacité est une notion très forte et difficile à réaliser, et que dans une large gamme de situations, il est possible d'améliorer le bien-être de tous. La justice sociale requiert à la fois l'efficacité et l'absence d'inégalités excessives, et si le rôle du marché est d'assurer une allocation efficace des ressources, celui de l'Etat est de redistribuer de façon "juste" le surplus ainsi dégagé. Mais cette redistribution aura des effets sur le système de prix, clé de voûte de la construction. Ainsi, les prélèvements assis sur le revenu salarial induisent une distorsion entre le coût du travail supporté par l'employeur (qui influence la politique d'embauche), et le salaire reçu par l'employé. Celles-ci nous enseignent qu'il convient de distinguer deux effets simultanés et opposés de la fiscalité :

Mais dans le même temps, la pression fiscale accrue diminue le revenu réel, l'agent est donc incité à travailler davantage (**effet de revenu**). Seules, des études empiriques pourraient estimer la part de l'un et de l'autre. Mais on perçoit que les effets de la fiscalité ne se résument pas à un chiffre magique (part des prélèvements dans le PIB) qui pourrait allier efficacité et équité : les délais des mécanismes redistributifs et la conjoncture jouent un rôle essentiel.

On peut améliorer l'efficacité de la fiscalité sans en diminuer le montant, car des gisements d'efficacité peuvent exister, indépendamment d'une réduction éventuelle de la pression fiscale globale.

[Retour](#)

LES PRINCIPES DU CAPITALISME

Le système capitaliste tel que le connaissent aujourd'hui les grandes nations industrielles, n'a pas toujours existé. Il est issu d'un ensemble de circonstances historiques et de faits sociaux qui se sont combinés au progrès technique pour constituer un système appelé à évoluer encore.

En effet, après la première révolution industrielle, il se renforce et se structure dans les pays occidentaux puis il s'étend au-delà de leurs frontières et connaît une expansion de type colonial. Puis le capitalisme parvient à une phase de son évolution longtemps considérée comme son apogée : la "société de consommation".

1) Le système capitaliste repose sur des fondements :

- d'une part juridiques, qui définissent les droits des citoyens et la liberté d'entreprise,
- d'autre part idéologiques, dont les bases sont le libéralisme qui se traduit par l'individualisme et les lois du marché ;
- enfin économiques, exprimées par les lois naturelles régissant l'économie et le rôle moteur du profit.

Le capitalisme est un système commun à de nombreux pays mais présente des formes très diversifiées; toutefois cette apparente contradiction se trouve résolue grâce à ses fondement individualistes qui lui ont permis des évolutions différentes tout en respectant les moeurs et les cultures des nations au sein desquelles il s'est implanté. Par exemple, les capitalismes suédois ou néerlandais, dans lesquels l'Etat et la protection sociale jouent un rôle

prépondérant, sont fort différents du capitalisme américain beaucoup plus libéral ; de même il est difficile de comparer le système français, encadré et réglementé, avec le capitalisme "sauvage" des nouveaux pays industrialisés..

[Retour](#)

Les fondements juridiques du capitalisme :

Le système capitaliste démocratique, tel qu'il apparaît aujourd'hui en Europe ou aux Etats-Unis, repose sur un certain nombre de règles. Le respect de ces règles assujettit la vie économique et lui assure une certaine cohérence.

Ces règles peuvent être groupées en trois catégories :

*La liberté de la propriété individuelle, transmissible par héritage, et sans restriction quantitative (les plus grosses fortunes peuvent être transmises) porte sur tous les biens possédés, et particulièrement sur les moyens de production. Cette propriété peut être soit individuelle, soit sociétaire.

* La liberté du travail signifie que chaque individu a le droit de choisir son activité. Aucune profession ne peut lui être imposée, cependant, l'accès à certains métiers est réglementé.

* La liberté d'entreprise signifie que tout individu est libre de créer une entreprise, à condition toutefois qu'il puisse avancer les fonds nécessaires pour financer les facteurs de production. A l'issue de la production, l'entrepreneur peut réaliser un profit qui lui permet d'accroître son capital.

L'usage de ces libertés est guidé par l'intérêt personnel, car en système capitaliste, les agents économiques sont seuls juges de ce qui est bon pour eux

[Retour](#)

Les fondements idéologiques du capitalisme :

Le libéralisme est l'idéologie sur laquelle repose le capitalisme. Le libéralisme est à la fois une théorie, une doctrine, un programme et une pratique. Il est lié, de façon indiscutable, au principe de liberté. Aussi le libéralisme constitue-t-il le fondement idéologique du capitalisme dans la mesure où il s'attache à promouvoir la liberté économique sous toutes ses formes.

Dès 1776 avec la parution de la "Richesse des nations" d'Adam Smith, les principes du libéralisme, dans leurs grandes lignes, sont nettement exprimés. Ils se rapportent tous à l'individu, liant ainsi fortement libéralisme et individualisme. Les individus, doués de raison, capables de déceler leurs propres avantages, doivent suivre leur intérêt personnel. La liberté leur donne la possibilité de déterminer eux-mêmes leurs actions, dont ils sont pleinement responsables, au sein du monde où règne la concurrence entre les individus.

Ces quatre principes: liberté, intérêt personnel, responsabilité, concurrence jouent par le biais de l'offre et de la demande dans une économie de marché qui requiert deux institutions fondamentales: la propriété privée et le contrat, ou la liberté de contracter.

[Retour](#)

Les fondements économiques du capitalisme :

Le capitalisme constitue un système économique comportant des caractéristiques communes à tous les pays où il s'applique, mais dont les modalités observées restent contingentes.

La société économique moderne comporte trois caractéristiques importantes :

1 . La technologie industrielle avancée des temps modernes est fondée sur l'utilisation d'immenses quantités de capital, équipement mécanique perfectionné, fabriques et usines opérant sur une grande échelle, magasins et stocks de produits bruts, semi-finis et finis. Notre économie a été baptisée « capitalisme » parce que ces capitaux ou richesses sont en majeure partie appropriés par des individus : les capitalistes.

2. Le système économique contemporain est caractérisé par une spécialisation des tâches poussée à un degré presque incroyable et par une division du travail ultra-ramifiée.

3. Notre économie fait un usage extensif de la monnaie. Le flot de monnaie est le sang qui irrigue le système. La monnaie nous fournit également l'étalon de mesure des valeurs.

Un droit de disposer totalement des biens est donné à chaque individu : c'est la propriété individuelle. Mais comme les individus doivent se rencontrer pour échanger, ces rencontres sont organisées et consacrées par la seule reconnaissance des contrats individuels. L'ensemble de ces rencontres où s'affrontent ces sujets libres et tout puissants forme ce qu'on appelle un marché. Un marché c'est en quelque sorte, une arène où se heurtent des volontés autonomes : c'est une lutte ou un jeu, où chacun s'efforce de triompher.

[Retour](#)

L'ECONOMIE DE MARCHE

A. L'analyse libérale, l'économie de marché :

L'analyse libérale tourne autour des notions de marché et d'individu.

1) L'élément fondamental: le marché

Les économistes libéraux se représentent l'économie comme un ensemble de marchés. Au niveau de la production, l'entreprise est le carrefour de plusieurs marchés. L'expression " économie de marché " signifie que la concurrence est l'élément fondamental d'une telle structure économique. Cette logique de marché oblige les entreprises à ne pas faire de pertes si elles veulent assurer leur activité à long terme. En effet, une entreprise capitaliste qui accumule des pertes ne peut survivre pendant un certain temps (avant de disparaître ou faire, de nouveau, des bénéfices), qu'en " consommant " son capital et ses ressources propres pour payer ses dettes ou acquérir d'autres biens puisque la demande sur n'importe quel marché doit être solvable.

2) Le but commun: la recherche de l'intérêt individuel d'où découle l'intérêt général :

Le mécanisme du marché décrit seulement le mode d'allocation des ressources sans expliquer l'objectif d'une telle organisation. Pour les libéraux. Depuis A. Smith, le moteur de l'économie de marché est la recherche de l'intérêt individuel. « Car ce sont les individus qui, en recherchant le plus grand profit personnel avec le minimum de coût, sont spontanément appelés à concourir pour réaliser l'intérêt général. En effet, il est normal qu'ils recherchent la production la plus avantageuse et la plus économique, les conditions socialement et techniquement les meilleures.

3) Le fondement idéologique de l'analyse libérale: l'individualisme :

a) La liberté individuelle

Dans l'optique libérale, la production dépend de libre initiative des individus. Cela signifie que le premier problème : "qui produira ?" et le second "comment produira-t-on ?" sont résolus, de la façon la plus simple, par la liberté. Chacun a le droit de combiner comme il l'entend les divers facteurs de production : capital et main d'oeuvre, pour fabriquer, en telles quantités et qualités qu'il lui plaira, les marchandises susceptibles de faire l'objet d'une demande sur le marché ". Dans le même sens, le consommateur est " libre" d'acheter ce qu'il veut, son choix étant guidé par ses besoins et le prix (cf. les analyses marginalistes). Enfin, " chaque individu choisit de se spécialiser dans une branche de production : création de marchandises ou de services pour laquelle il a le plus d'aptitudes et de goût. Cette division libérale des productions tend vers un optimum économique, puisque chacun est supposé s'employer librement dans la position la plus rationnelle

b) La responsabilité individuelle :

Si l'individu est libre de sa conduite, il est aussi personnellement responsable de ses actes. Cette responsabilité est aussi bien pénale qu'économique. Au niveau économique, la responsabilité entraîne l'une des deux sanctions suivantes : ou bien des bénéfices indiquant que l'activité est économiquement rentable, ou bien des pertes signifiant que cette production est indésirable sur le marché.

c) La propriété privée : La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 stipule en son article 17 que la propriété est un "droit inviolable et sacré". Le droit de propriété donne le pouvoir d'« user », de recueillir les " fruits" et d'« abuser » (vente) des biens acquis.

[Retour](#)

B. L'analyse marxiste : critique du système capitaliste :

L'analyse marxiste est en désaccord avec l'analyse libérale en tous points : le but commun, le moteur du système n'est plus l'intérêt individuel et l'élément fondamental n'est plus le marché.

1) L'élément fondamental : l'extorsion de la plus-value

a) L'extorsion directe de la plus-value à l'origine de la lutte des classes:

Pour Marx, le salaire ne représente qu'une partie de la richesse produite par le prolétaire. L'autre partie est détournée par le capitaliste sous la forme de plus-value de telle sorte qu'une part du produit de son travail n'est pas payée au salarié. Marx appelle cette part de travail « surtravail ». Il en résulte une exploitation des producteurs (le prolétariat) par les non-

producteurs (la bourgeoisie). Le degré d'exploitation varie selon les époques car cette extorsion de plus-value est le résultat d'une concurrence entre deux « logiques » antagoniques : "la valeur ajoutée dans la production se partage entre le travail et le capital ; c'est une donnée. Au terme de chaque processus de production (ou de chaque mois, de chaque année), la part de l'un ne peut donc augmenter que si la part de l'autre diminue ". Selon le rapport de force, la plus-value extorquée directement sera plus ou moins importante mais, dans tous les cas, il y aura nécessairement lutte entre les deux classes : capitalistes et travailleurs.

b) L'extorsion indirecte de plus-value :

Ce phénomène d'exploitation dépasse le cadre étroit de l'entreprise et s'étend indirectement à des structures économiques formellement indépendantes (c'est-à-dire ayant la personnalité juridique) mais économiquement dépendantes : petits paysans, sous traitants, ... à l'intérieur d'un pays, ou des pays pauvres dans leurs relations avec les pays riches. Dans ce cas, la plus-value passe par des canaux intermédiaires. Par exemple, le paysan indépendant juridiquement, dont les coûts de production sont élevés (terres peu fertiles, petite exploitation sans économies d'échelle, etc.) peut être obligé de baisser le prix de ses produits à cause de la concurrence des grosses exploitations dominantes ou d'une fixation autoritaire des prix. Son revenu est alors inférieur à la valeur de la richesse qu'il a produite.

[Retour](#)

2. Le but commun du système : le profit pour l'accumulation de capital

L'analyse marxiste englobe le mécanisme du marché dans un ensemble plus vaste ayant pour moteur l' "accumulation du capital ". Cette accumulation de capital s'effectue au sein de l'entreprise. C'est ainsi qu'à la tête des entreprises se trouvent les capitalistes qui ne sont plus les épargnants, comme dans l'analyse libérale, mais les détenteurs du capital productif. L'objectif de ces capitalistes est alors de transformer la plus-value découlant du processus de production en profit pour payer les dettes afférentes au capital engagé (machines, terrains...) et pour augmenter ce capital (accumulation de capital). Le lieu de « réalisation de ces profits » est le marché.

- l'entrepreneur capitaliste prend le risque de ne pas transformer la plus-value en profit si la production n'est pas vendue

- les biens ne sont plus produits pour leur valeur d'usage mais pour leur valeur d'échange. L'entreprise capitaliste produit donc des « marchandises » c'est à-dire des biens en vue de leur échange sur le marché.

[Retour](#)

- la valeur d'échange primant sur la valeur d'usage provoque la transformation de marchandise en monnaie.

b) La recherche de profits :

Faire des profits suppose, pour l'entreprise capitaliste, de trouver des marchés qui transformeront les plus-values en profit commercial, intérêts financiers, etc.

- Toute chose ou toute activité humaine peut devenir une marchandise, c'est-à-dire être produite en vue d'un profit réalisé sur un marché. Par exemple tous les services ménagers

(vaisselle, lessive, cuisine) deviennent de plus en plus marchands dans les pays riches, (achats de lave-linge et de lave-vaisselle avec les produits correspondants, achats de surgelés et de plats préparés, etc). L'autoconsommation diminue ainsi au profit des marchés agro-alimentaires et électroménagers.

- Tout territoire et toute population représentent, pour le capitalisme un marché potentiel. C'est pourquoi, depuis l'essor du capitalisme, les mécanismes du marché se sont progressivement étendus à l'ensemble de la planète au détriment des autres formes de transmission des biens. "Alors que les modes de circulation antérieurs subordonnaient les biens et leur transfert à la confrontation préalable des individus et de leur statut social dans l'échange (marchand) les individus se retirent derrière leurs produits et n'apparaissent plus que comme vendeurs ou acheteurs, propriétaires de marchandises, mais étrangers les uns aux autres, c'est-à-dire dépourvus de liens de parenté ou d'alliance, de subordination ou de préséance, incompatibles avec une telle opération ".

c) La course au profit conduit à l'impérialisme :

Le profit est la conséquence de l'extorsion de la plus-value (cf. ci-dessus). Or cette extorsion entraîne de nombreuses contradictions résolues par l'impérialisme, c'est-à-dire par l'exploitation de pays tiers. Une première contradiction existe entre la volonté des capitalistes de réduire les salaires et celle de vendre la production. Une seconde contradiction provient du fait que seul le travail est source de plus-value alors que les entreprises capitalistes, à cause de la concurrence accroissent leur capital technique au détriment de la main-d'oeuvre. Il en résulte du chômage mais aussi une « baisse tendancielle du taux de profit ». L'impérialisme permet de résoudre ces deux contradictions. Si les capitalistes veulent maintenir les profits à un niveau élevé au détriment du marché intérieur (politique de bas salaires), les débouchés extérieurs sont nécessaires pour éviter des crises de surproduction. Si, en revanche, le taux d'exploitation diminue à cause du niveau des salaires intérieurs ou d'un fort coefficient de capital, les entreprises capitalistes recherchent, dans les pays tiers, le moyen de reconstituer leurs profits :

- soit, par la production directe dans ces pays

- soit, par l'achat, aux pays du tiers monde, de produits agricoles ou de matières premières à bas prix permettant d'extorquer de la plus-value indirectement.

3.La critique marxiste de l'individualisme libéral :

La critique marxiste de l'individualisme libéral repose sur la distinction entre « droits formels » et "droits réels". Le système juridique en vigueur dans les pays capitalistes donne la liberté " sur le papier" alors que les rapports de production contraignent le prolétariat à se vendre. L'égalité proclamée, occulte le rapport d'exploitation conduisant à la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

a) Le prolétariat :

Le prolétariat est dépourvu de moyens de production et contraint d'offrir sa force de travail. "Précisément l'offre de cette marchandise particulièrement sur un marché ne peut se réaliser que dans des conditions historiques particulières, il faut au moins deux conditions : que les propriétaires de cette force de travail ne soient pas propriétaires des moyens de production, notamment de capital, et qu'ils ne puissent pas le devenir. Il faut donc qu'ils soient absolument arrachés aux conditions de production anciennes et qu'ils soient en même temps séparés des moyens de production capitalistes. (...) "

b) La bourgeoisie

La bourgeoisie est formée des capitalistes détenteurs des moyens de production c'est-à-dire du capital dont ils sont propriétaires. En d'autres termes, le droit de propriété justifie leur pouvoir d'extorquer la plus-value ou surtravail au prolétariat. Cette analyse marxiste conduit, donc, ses défenseurs, non pas à chercher à réformer le système capitaliste comme le proposent certains libéraux mais à le renverser.

[Retour](#)

Travail/ Emploi/Chômage

L'expression "Marché du travail", en économie, est issue de l'analyse néo-classique, qui suppose que l'ensemble des offres et des demandes d'emplois sont confrontées et s'ajustent par l'intermédiaire d'un prix, représenté ici par le salaire. Ce marché fonctionnerait comme les autres marchés, avec ici un salaire d'équilibre qui permet d'égaliser les offres et les demandes.

Lorsque le niveau des salaires est trop haut, survient un désajustement entre offreurs et demandeurs. Cette école de pensée avance que de nombreuses rigidités ne permettent pas aux entrepreneurs d'ajuster les salaires : syndicats, conventions collectives. Les analyses libérales plus récentes évoquent la dualité du marché du travail ou encore les salaires d'efficience. .

Dans ce cadre de pensée, il peut donc exister un sous-emploi, mais qui ne dure pas, car le marché a la capacité de s'autoréguler. Le chômage résiduel est analysé par les néo-classiques comme "volontaire", c'est-à-dire que le niveau de rémunération est jugé trop faible par les demandeurs d'emploi.(chômage classique)

Mais les Keynésiens contestent l'existence d'un marché du travail.

D'une part, la demande de travail n'est pas fixée, à court terme, en fonction des salaires, mais du niveau de production qui dépend de la demande globale.

D'autre part, les travailleurs ne connaissent que le salaire nominal, mais pas le salaire réel, qui inclut l'évolution du niveau des prix. Le salaire réel ne peut donc ne peut donc orienter le niveau de l'emploi, puisqu'il n'est pas connu à l'avance. Le chômage est "involontaire", car il peut exister dans les économies de marché des équilibres de sous-emploi durables.(chômage Keynésien).

Les marxistes avancent que le capitalisme traite le travail comme une marchandise, et entretiennent une "armée de réserve" de travailleurs leur permettant de maintenir les salaires proches du niveau de subsistance. Il ne saurait y avoir de plein-emploi durable et, de plus, le système souffre d'une instabilité dynamique qui se traduit par des crises économiques.

Le chômage serait donc une tendance profonde du capitalisme.

Depuis quelques années cependant, la situation de l'emploi présente des signes d'amélioration très nets : Après avoir atteint 12,5 % en 1996, le taux de chômage est passé "sous la barre " des 10% en France au premier trimestre 2000. Les 400.000 emplois créés en 1998 s'expliquent partiellement par une reprise de la croissance économique, variant entre 2 et 3 % par an depuis cette date, mais également par des mesures institutionnelles.

La loi "ROBIEN" du 11 juin 1996 incitait déjà fortement les entreprises à réduire la durée du travail (elle a concerné 280.000 salariés en deux ans, et crée ou préservé 20.000 emplois environ).

Soixante ans après la semaine de quarante heures, la France abaisse la durée légale hebdomadaire du travail par la loi AUBRY du 13 juin 1998. Cette loi ramène la durée légale hebdomadaire du travail de 39 à 35 heures au 1er janvier 2000 pour les entreprises de plus de vingt salariés, et au 1er janvier 2002 pour les autres.

L'objectif est prioritairement la création d'emplois, et on peut déjà dresser un premier bilan de cette action. A la fin avril 1999, soit dix mois après la loi, 4000 accords d'entreprises avaient été conclus, concernant 1.150.000 salariés. Un tiers de ceux-ci est concerné par des accords aidés (9000 F par salarié mi-99, puis 7000 F puis 5000 F au 1/1/2000).

En avril 99, le bilan était de 56767 emplois dont 42834 créés et 13933 maintenus.

L'augmentation de la masse salariale due aux embauches serait en moyenne de 7.5%, ce surcoût étant financé par une modération salariale, par des économies de gestion et par des allègements de cotisations sociales.

On peut remarquer que la durée du travail ne baisse pas rapidement, mais que les difficultés de recrutement ont augmenté, et certains pensent qu'il faut être extrêmement prudent sur la capacité de l'économie française à diminuer la durée du travail sans risquer des pertes de production.

Enfin, il faudrait tenir compte des emplois non créés dans l'économie du fait des prélèvements nécessaires au financement des aides (8 milliards F en 1999).

[Retour](#)

CRITERES DE CONVERGENCE

Les quatre critères de convergence sont exposés dans l'Article 121 paragraphe 1 du traité sur la Communauté européenne. Ils ont été spécifiés dans le Protocole sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne. Ces critères sont le reflet du degré de convergence économique que les États membres doivent atteindre.

Chaque État membre doit respecter l'ensemble de ces critères pour pouvoir participer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM). Le Danemark et le Royaume-Uni ont obtenu, lors des négociations, des clauses d'exemption concernant leur participation à la troisième phase de l'UEM.

STABILITÉ DES PRIX

Le traité dispose: *"La réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix [...] ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix."*

Concrètement, **le taux d'inflation** d'un État membre donné ne doit pas dépasser de plus de 1.5 % celui des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix sur l'année précédant l'examen de la situation de l'État membre.

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le traité stipule: *"Le caractère soutenable de la situation des finances publiques [...] ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif ..."*

Dans la pratique, la Commission, lors de l'élaboration de sa recommandation annuelle au Conseil des Ministres des finances, examine si la discipline budgétaire a été respectée en se basant sur deux valeurs de référence:

- **le déficit public annuel:** le rapport entre le déficit public annuel et le produit intérieur brut (PIB) ne doit pas dépasser 3 % à la fin du précédent exercice budgétaire. Si ce n'est pas le cas, ce rapport doit avoir diminué de manière substantielle et constante, et avoir atteint un niveau proche de 3 % (interprétation en tendance selon l'article 104 paragraphe 2) ou, alternativement, rester proche de 3 % tout en dépassant de manière exceptionnelle et temporaire ;
- **la dette publique:** le rapport entre la dette publique brute et le PIB ne doit pas dépasser 60 % à la fin du précédent exercice budgétaire. Si ce n'est pas le cas, ce rapport doit avoir diminué suffisamment et s'approcher des 60 % à un rythme satisfaisant (interprétation en tendance selon l'article 104 paragraphe 2).

TAUX DE CHANGE

Le traité prévoit: *"le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre."*

L'État membre doit avoir participé au mécanisme de taux de change du **système monétaire européen** sans discontinuer pendant les deux années précédant l'examen de sa situation, sans connaître de tensions graves.

En outre, l'État membre ne doit pas avoir dévalué sa monnaie (i.e. le cours pivot bilatéral de sa monnaie par rapport à la monnaie d'un autre État membre) de sa propre initiative pendant cette même période. Après le passage à la troisième étape de l'UEM, le système monétaire européen a été remplacé par le nouveau mécanisme de change (MTC2).

LES TAUX D'INTERÊT A LONG TERME

Le traité dispose: *"le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre [...] se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme"*.

Pratiquement, les **taux d'intérêt nominaux à long terme** ne doivent pas excéder de plus de 2 % ceux des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix (donc les mêmes que pour le critère de stabilité des prix). La période prise en considération est l'année précédant l'examen de la situation de l'État membre.

[Retour](#)

Les Politiques économiques

L'expression « politiques économiques » recouvre l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour modifier l'affectation des ressources, réguler la conjoncture et redistribuer le revenu national. On distingue en premier lieu **les politiques conjoncturelles** (de court terme), dont l'objectif est de lutter contre le chômage, l'inflation et les déséquilibres du commerce extérieur et en second lieu **les politiques de redistribution du revenu**, qui visent à réduire

les inégalités sociales.

Enfin, **les politiques structurelles** soutiennent les secteurs jugés prioritaires, en modifiant durablement le partage des activités entre secteur public et secteur privé.

Deux grands types d'analyses s'opposent parmi les économistes :

1/ L'analyse libérale :

L'analyse libérale traditionnelle, soutenue par les théoriciens classiques et néoclassiques, explique les phénomènes économiques par le comportement individuel d'agents économiques rationnels, qui procèdent à des échanges sur des marchés de "concurrence pure et parfaite", et concourent par là même à l'intérêt général.

Dans ce modèle théorique, le plein-emploi est toujours assuré grâce aux variations du salaire réel. Le chômage involontaire est impossible : seuls sont au chômage les travailleurs qui recherchent momentanément un emploi, ou qui estiment trop faible le salaire réel d'équilibre. De même, les déséquilibres sur le marché des biens et services sont impossibles ou passagers (Loi de Say), et la politique économique est inutile. Sur le marché des capitaux, la fixité des taux d'intérêt assure l'équilibre entre l'investissement et l'épargne.

Au sein de cette concurrence pure et parfaite, les déséquilibres sont impossibles et l'intervention de l'Etat dans l'économie sans effet. En effet, une **politique monétaire expansionniste** serait inflationniste et n'aurait aucun effet sur la sphère réelle. Une **politique budgétaire** serait inefficace, quel que soit le mode de financement choisi. En effet, les théoriciens libéraux expliquent que le recours à l'emprunt élève le taux d'intérêt sur le marché des capitaux, augmente l'épargne des ménages mais diminue leur consommation ainsi que les investissements des entreprises. De même, le financement par l'impôt réduit le revenu disponible des ménages et donc leur consommation.

Le rôle de l'Etat, pour cette école de pensée, doit être limité aux actions visant à surmonter les défaillances du marché : justice, éducation, défense nationale et police.

2/ L'analyse Keynésienne :

J.M.Keynes publie « La théorie générale » en 1936, cherche à rompre avec les analyses néo-classiques dominantes et à démontrer le bien-fondé des politiques macroéconomiques.

Il y montre comment expliquer les mécanismes économiques, par des grandeurs globales interdépendantes comme la production, le revenu, l'investissement, la consommation et l'épargne. Les prix sont rigides à court terme et les déséquilibres entre l'offre et la demande sont possibles, car les ajustements se réalisent par les quantités et non par les prix.

Les entreprises décident du volume de leur production en fonction **d'anticipations de la demande**. Tant que la demande anticipée par les entreprises est supérieure à l'offre, les entreprises sont incitées à augmenter leur production. Cette "demande effective" détermine le volume de la production et de l'emploi. Le niveau de l'emploi dépend donc de la demande anticipée et ne correspond pas nécessairement à la population active. Le chômage involontaire est possible et s'explique par l'insuffisance de la demande.

En conséquence, l'Etat doit se substituer au marché, parfois défaillant, et mettre en œuvre des politiques conjoncturelles.

La politique budgétaire vise à stimuler la demande, par le biais des dépenses publiques qui distribuent des revenus supplémentaires, d'où une hausse de la consommation et donc de la production et de l'emploi. Instrument privilégié des politiques économiques, **la**

politique budgétaire contracyclique permet d'accélérer ou de ralentir la croissance en modulant les dépenses publiques, les recettes fiscales et le déficit budgétaire.

Grâce au mécanisme du multiplicateur, la hausse induite de la production est plus que proportionnelle à la dépense initiale de l'Etat. Celui-ci peut également abaisser les impôts ou augmenter les revenus de transfert. Ces mesures concourent à présenter un budget en déficit, ce qui évite la répercussion sur les prélèvements obligatoires.

La politique monétaire accompagne la politique budgétaire, et consiste à agir sur les taux d'intérêt à la baisse pour stimuler l'investissement. Mais si les agents anticipent une faible reprise de la demande, la reprise de l'investissement peut ne pas se produire. Néanmoins, la politique monétaire doit accompagner la politique budgétaire, car l'augmentation de la demande de monnaie due à la reprise risque d'élever le taux d'intérêt et de réduire les investissements.

La politique de relance pose le problème de l'inflation, en relation avec la situation qui prévaut sur le marché des biens et des services.

Dans l'actuel régime européen de changes fixes et de liberté de mouvements de capitaux, la politique monétaire perd son indépendance, car la règle consiste à s'aligner sur le pays dont le taux d'intérêt est le plus élevé.

De même, la politique budgétaire doit être restrictive afin de rester dans le cadre des dispositions fixées à Maastricht.

Dès lors, on peut s'interroger sur les marges de manoeuvre que les gouvernements ont à leur disposition.

[Retour](#)

Fiscalité/ Redistribution

(d'après T.Piketty/cahiers Français)

La fiscalité répond, en première approche, à des objectifs tels que la redistribution et la correction des imperfections du marché. Sachant que toute nouvelle mesure fiscale s'accompagne d'incitations ou de désincitations, celle-ci s'appliquant sur les principales grandeurs économiques, le problème de la théorie économique est d'identifier et d'analyser les imperfections du marché, et d'y appliquer des mesures correctrices, c'est-à-dire principalement de réduire l'inégalité des revenus et de corriger les externalités.

Or le développement de la fiscalité effective des Etats contemporains, surtout préoccupés par le fait de trouver des recettes fiscales pour financer leurs dépenses, est assez éloigné de cette théorie.

Comment donc comprendre cet écart, comment appréhender la nature et les limites de la fiscalité ?

On peut, dans un premier temps, présenter brièvement la théorie classique de la fiscalité, et puis la comparer à l'application qui en est faite.

1/ La fiscalité correctrice des imperfections du marché :

a/ La fiscalité redistributrice :

La première de ces imperfections est représentée par le fait que le marché peut conduire à une inégalité de la distribution du revenu. Traditionnellement, les outils fiscaux permettent de redistribuer directement les revenus obtenus par les ménages au moyen d'impôts et de transferts progressifs dépendant du revenu obtenu, par opposition à des interventions agissant sur le système de prix du marché du travail (rigidité des salaires).

Une question se pose, la taille des effets désincitatifs de la redistribution : car les incitations à obtenir tel ou tel niveau de revenu se trouvent modifiées par les impôts qui s'y appliquent. On peut imaginer une redistribution qui égaliserait complètement les revenus après impôts : elle conduirait à un revenu moyen très faible, et donc redistribuerait la pénurie. La recherche actuelle montre que les effets désincitatifs sont relativement faibles au niveau des taux moyens et marginaux qui sont typiquement pratiqués dans les pays occidentaux.

Concernant l'imposition des revenus du capital, en l'état actuel de la recherche, l'argument en termes d'incitations à l'accumulation ne permet pas de justifier que les revenus du capital et les revenus du travail soient traités différemment par la fiscalité redistributive. En revanche, on pourrait justifier une imposition sur les successions et sur la fortune par le fait qu'il faut limiter la transmission de l'inégalité des patrimoines.

b/ La fiscalité correctrice d'externalités :

"On dit qu'un bien exerce une externalité négative lorsque sa consommation ou sa production privées créent une perte de bien-être pour les autres agents, sans que le système de prix n'en fasse payer le coût "(T.Piketty). L'exemple du transport automobile et de la pollution qui lui est associée est typique. Inversement, un bien peut exercer une externalité positive si sa production ou sa consommation privées entraînent un gain de bien-être pour les autres agents. L'éducation pourrait être un bon exemple.

Dans un cas comme dans l'autre, chacun est prêt, par exemple, à n'utiliser son véhicule qu'en cas de besoin, ou encore à dépenser davantage pour l'éducation, **à condition que tout le monde fasse de même**. Comme cela n'est pas le cas, les comportements tendent finalement vers une inefficacité économique, et l'Etat taxe (pour redistribuer) ou subventionne (rôle allocatif) pour surmonter ces externalités négatives ou positives. Dans ces deux cas, aucune recette n'est dégagée pour l'Etat.

2/ La fiscalité et les outils non fiscaux :

a/ La fiscalité comme financement des dépenses publiques :

En réalité, la fiscalité sert avant tout à trouver des recettes permettant de financer des dépenses directement choisies et administrées par l'Etat (défense, transports, éducation ...). Dans le cadre de la théorie économique, ces dépenses sont justifiées par la notion de bien public. Dès lors, des recettes fiscales d'un montant donné doivent être dégagées. Mais la question est alors de savoir quel type d'impôt mettre en oeuvre. Bien que la théorie économique constate la supériorité de l'imposition directe, la réalité économique montre le poids exorbitant de l'impôt sur la consommation, considéré comme plus discret.

b/ La fiscalité et les cotisations sociales :

La protection sociale est un système de cotisations prélevées (salariés, employeurs) et intégralement et immédiatement reversées sous forme de pensions de retraites, de remboursements pour les dépenses de santé et de prestations familiales. Cela ressemble

fort au "circuit fermé" de la théorie, mais ces cotisations ne peuvent pas être considérées comme faisant partie de la fiscalité au sens strict, puisqu'elle ont été établies sur la base d'une dualité "salariés-patrons" et dans un but de partage de la protection sociale des salariés. L'Etat n'est donc théoriquement pas concerné.

En conclusion on peut avancer que deux grandes tendances voient le jour : d'une part, la fiscalité fonctionnant en circuit fermé a encore un bel avenir (voir l'exemple des chèques éducation). D'autre part, la fiscalité pourrait davantage s'orienter vers l'imposition directe, tout en préservant le système des cotisations sociales, ceci malgré son manque de transparence.

[Retour](#)

La consommation nationale

"Le montant que la communauté dépense pour sa consommation dépend évidemment: 1er en partie de son revenu; 2ème en partie des circonstances objectives qui entourent ce revenu; et 3ème en partie des besoins subjectifs, des penchants psychologiques et des habitudes des individus qui la composent ainsi que des principes qui gouvernent la répartition du revenu entre eux (lesquels peuvent varier lorsque la production croît) (Keynes, p. 108)".

Keynes considère les facteurs subjectifs comme donnés, pour une communauté particulière. La propension à consommer dépend surtout des facteurs objectifs.

Les facteurs objectifs de la consommation

"Les principaux facteurs objectifs qui influent sur la propension à consommer semblent être les suivants:

1er Les variations de l'unité de salaire...

2ème Les variations de l'écart entre le revenu et le revenu net...

3ème Les variations imprévisibles des valeurs en capital n'entrant pas en ligne de compte dans le calcul du revenu net...

4ème Les variations du taux auquel on escompte le temps, c'est-à-dire du taux auquel les biens présents s'échangent contre les biens futurs...

5ème Les variations de la politique fiscale...

6ème Les changements dans les prévisions concernant le rapport entre les revenus futurs et les revenus présents (Keynes, p. 108 à 112)".

Plus tard, lorsque nous étudierons le **multiplicateur d'investissement**, il ne faudra pas oublier ces divers facteurs. Les conditions d'existence du multiplicateur ne peuvent aller contre celles de la permanence de la **propension à consommer**.

Ceci étant dit:

"La loi psychologique fondamentale sur laquelle nous pouvons nous appuyer en toute sécurité, à la fois a priori en raison de notre connaissance de la nature humaine et a posteriori en raison des renseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu (Keynes, p. 113)".

Autrement dit le rapport de l'accroissement de la consommation sur l'accroissement du revenu est inférieur à l'unité. Ces conditions peuvent être différentes d'un pays à l'autre, dans leur dimension concrète. Toujours est-il que "la stabilité du système économique repose essentiellement sur la prédominance de cette loi (Keynes, p. 114)".

Il serait dangereux d'aller contre les caractéristiques culturelles d'une nation. Cette propension ne permet pas le dopage. Beaucoup de prétendus keynésiens semblent avoir oublié ces passages de la Théorie Générale. Pas question d'investir contre les habitudes ou dans l'espoir de les changer.

"Chaque fois que nous assurons l'équilibre d'aujourd'hui en augmentant l'**investissement**, nous aggravons la difficulté que nous aurons à assurer l'équilibre de demain (p. 123)".

Cela réduit fortement les capacités d'intervention de l'Etat. Cela impose des contraintes aux entrepreneurs. Tout investissement n'est rationnel que s'il vise la satisfaction d'un besoin de consommation. C'est pourquoi il faut se méfier d'une interprétation purement mathématique des propensions keynésiennes. Elles sont la manifestation chiffrée de caractéristiques culturelles stables et très précises. N'espérons pas investir dans la culture du blé en nous appuyant sur la propension chinoise à consommer du riz.

Puis viennent les facteurs subjectifs.

Retour

Les facteurs subjectifs de la consommation

"Les principaux motifs ou les principales fins de caractère subjectif pour lesquels les individus s'abstiennent de dépenser leurs revenus sont, en général, au nombre de huit (p. 125)".

Keynes en donne une description courante.

"Ces huit motifs peuvent être dénommés: Précaution, Prévoyance, Calcul, Ambition, Indépendance, Initiative, Orgueil et Avarice (Keynes, p. 126)".

Ils concernent la manière dont les individus dépensent leur revenu. Mais ce n'est pas tout.

"Outre les **épargnes** accumulées par les individus il existe une quantité importante de revenu... qui est retenue par les Autorités Centrales ou Locales, les Établissements Publics et les Sociétés Commerciales pour des motifs très semblables, mais non identiques, à ceux qui animent les individus, et plus particulièrement pour les quatre motifs suivants:

1er Le motif d'entreprise...

2ème Le motif de liquidité...

3ème Le motif d'amélioration...

4ème Le motif de prudence financière (Keynes, p. 126)".

Il ne faut voir aucune considération morale dans les mobiles keynésiens. Contrairement à **Ricardo**, la théorie de la répartition n'est pas le but de Keynes. Il s'intéresse à l'emploi. De même, la justification classique du capital par la morale de l'abstinence est étrangère au discours keynésien.

"Le Vice et la Vertu n'interviennent nullement dans cette affaire. Tout dépend de la mesure où, compte tenu de l'**efficacité marginale du capital**, le **taux d'intérêt** est favorable à l'**investissement** (Keynes, p. 129)".

Ces caractéristiques culturelles modèlent les opportunités de croissance économique de chaque nation. C'est ce que cherche à formaliser le **multiplicateur d'investissement**, inspiré et adapté du multiplicateur d'emploi de Kahn.

[Retour](#)